SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE MONSIEUR ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

FORUM AFRICAIN D'INVESTISSEMENTS ET D'AFFAIRES

LE RENDEZ-VOUS D'ALGER

Ensemble, pour de nouvelles dynamiques

SOMMAIRE

Bienvenue au Rendez-vous d'Alger — P. 04

Travailler ensemble pour réussir ensemble

L'objectif du Rendez-vous d'Alger — P. 06

Le programme en un coup d'œil — P. 10

Investir en Algérie — P. 12

Des opportunités exceptionnelles avec la transition économique

L'Afrique en chiffres — P. 20

Coups de projecteur sur quelques données essentielles de l'économie du continent

Démographie — P. 22

Jeunesse et éducation — P. 24

Femmes — P. 26

Investissements — P. 28

Technologies numériques — P. 30

Agro-business — P. 32

Énergie — P. 34

Infrastructures — P. 36

Transsaharienne — P. 38

Commerce — P. 40

Ils sont au Rendez-vous d'Alger — P. 42

Quelques grandes entreprises et institutions qui soutiennent le Rendez-vous d'Alger

Bienvenue au Rendez-vous d'Alger

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR RÉUSSIR ENSEMBLE

L'objectif du Rendez-vous d'Alger

Le Forum Africain d'Investissements et d'Affaires a une ambition. Celle d'initier une démarche collective, entre les États, les entreprises et les sociétés civiles, pour construire une Afrique économiquement forte, trouvant sa place naturelle parmi les grandes zones économiques du monde.

Le défi est ambitieux. Il s'agit de peser sur l'avenir économique et environnemental de la Planète et d'améliorer les conditions de vie des 1,2 milliard d'Africains. Ensemble, nous pouvons le relever, en coopération avec le reste des acteurs économiques du monde.

Dans ce nouveau Centre International de Conférences, conçu pour accueillir des rassemblements de cette ampleur, le « Rendez-vous d'Alger » sera l'occasion pour nous tous de :

- **Débattre,** au cours de six plénières et de vingt ateliers, de thématiques diverses afin de confronter nos expériences et de dégager des solutions innovantes.
- **Se rencontrer** dans des espaces fonctionnels afin de nouer des partenariats fructueux.

L'effort commun de réflexion et l'interconnexion directe entre les différents acteurs et opérateurs économiques, ici présents, sont les clés de la réussite de cet évènement.

Débattre

Pour organiser nos débats, nous avons sélectionné quatre thèmes principaux : le financement des investissements, l'énergie, le numérique et l'agro-business.

L'essor africain et l'amorce de nouvelles dynamiques, thèmes des deux plénières d'ouverture et de clôture, permettront de mesurer l'importance de la valorisation du capital humain, source de toute richesse, et des potentialités économiques du continent africain.

L'ensemble de ces thèmes devraient nous permettre d'asseoir les fondements du développement et de l'essor de notre continent afin de le placer au même niveau que ses autres partenaires dans le monde.

L'ÉNERGIE, SOURCE NÉCESSAIRE AU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

C'est elle qui permet l'accès à l'eau, à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à la communication, à la consommation. Deux Africains sur trois n'ont toujours pas accès à des sources d'énergie modernes. Mais l'Afrique a des atouts considérables : des gisements d'énergies renouvelables parmi les plus importants du monde, 8 % des réserves pétrolières mondiales, 7 % des réserves de gaz, 4 % des réserves de charbon, 10 % du potentiel hydro-électrique, 17 % de l'uranium. En créant les filières nécessaires, les partenariats intra-africains peuvent permettre d'exploiter sur place ces immenses ressources.

L'AGRICULTURE EN AFRIQUE DEVRA ASSURER L'AUTOSUFFISANCE DE SA POPULATION

Elle dispose d'énormes potentialités agricoles lui permettant d'y parvenir et même de contribuer dans l'avenir à la sécurité alimentaire mondiale. Il faut pour cela améliorer l'efficacité de l'agriculture (eau, semences, engrais, produits phytosanitaires), réduire les pertes de produits provoquées par les insuffisances en matière de stockage et de transport et surtout par le manque de débouchés pour la transformation et la distribution. Ce sont toutes les filières de l'amont vers l'aval que l'on doit organiser en faisant jouer toutes les formes de coopérations possibles entre acteurs économiques africains.

LE NUMÉRIQUE EST DEVENU UN MOTEUR DE TOUTES LES ACTIVITÉS HUMAINES ET ÉCONOMIQUES

Dans les entreprises, il améliore les *process* et la gestion. Il est un outil pour l'amélioration des rendements agricoles, pour la stimulation du commerce, l'efficacité énergétique et la fluidité des mobilités. Il facilite les réponses aux défis de la santé. Le numérique est aussi un outil de cohésion sociale. Il ne s'agit pas pour l'Afrique de rattraper un retard, le défi est d'utiliser le « leap-frogging » pour passer à de nouvelles étapes et se hisser au meilleur niveau international.

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS FIGURE PARMI LES CONDITIONS DE LA RÉUSSITE

Il est à la base de tous les partenariats agricoles, industriels et technologiques et de la nécessaire diversification économique. Au-delà des méthodes existantes, il faut trouver des outils innovants, adaptés aux différents secteurs et aux types d'entreprises, notamment les PME et les entreprises innovantes où les États et acteurs financiers doivent imaginer les formules gagnantes.

À la source de tous ces défis, il y a **le capital humain** qui est la richesse première de la nouvelle dynamique africaine. Les jeunes Africains d'aujourd'hui, ouverts aux progrès de la science et des technologies numériques, sont appelés à mettre en œuvre leurs connaissances et compétences pour la promotion de l'entrepreneuriat. La valorisation du capital humain passe aussi par la réduction des inégalités homme-femme dans le travail. Celles-ci coûtent en moyenne à l'Afrique 6 % de croissance, selon les études de l'ONU.

Ces thèmes essentiels seront approfondis lors d'une vingtaine de workshops et ateliers que nous baptisons « nouvelles pratiques » pour insister sur la nécessité de confronter nos expériences et d'en tirer des solutions innovantes. Infrastructures, relations commerciales, co-développement, compétitivité, mines, réseaux de transports, construction, intégration régionale, industrie automobile, électronique, tourisme, santé… Vous trouverez les grandes lignes du programme dans les deux pages suivantes et dans notre guide d'information. La programmation des plénières et des tables rondes permetteront aux participants intéressés par un secteur donné de suivre l'ensemble des activités afférentes à celui-ci.

Se rencontrer

La réflexion et le débat sont nécessaires, mais pas suffisants. Entrepreneurs, financiers, institutions publiques, experts et médias sont réunis pour cet évènement. Une partie de leurs profils est disponible dans les pages suivantes.

Lors de ce forum, tous les entrepreneurs sont appelés à engager des contacts bilatéraux, à rencontrer les principaux acteurs de l'économie et de la finance régionale et internationale, à échanger avec les institutions publiques et les consultants qui peuvent venir en soutien aux projets, à contacter les médias qui peuvent faire connaître leurs stratégies à l'international.

Toutes les facilités du Centre International des Conférences sont à leur disposition pour permettre ces rendez-vous. Un village d'exposants offrira aussi une occasion de rencontres. L'expérience montre que c'est à travers le contact personnel et l'échange d'idées que les innovations émergent.

À l'issue de ces trois jours de débats et de rencontres, des enseignements du « Rendez-vous d'Alger » seront tirés et des actions envisagées pour aller dans cette même direction : **une Afrique riche de ses partenariats, de sa solidarité et de son dessein collectif.**

3
jours
de débats et de rencontres

6
plénières
sur des thématiques stratégiques

20
ateliers
collaboratifs

Le Comité d'organisation

Le Premier Ministère

Le Ministère des Affaires Étrangères

Le Ministère de l'Industrie et des Mines

Le Ministère du Commerce

Le Forum des Chefs d'Entreprise (FCE)

Le programme en un coup d'œil

Cérémonie officielle d'ouverture SAMEDI 3 DÉCEMBRE : 16H00 – 17H00

PLÉNIÈRES

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE SAMEDI 3 DÉCEMBRE : 17H30 – 19H00

Ensemble pour l'essor africain

Entreprise et États en coordination avec les partenaires extérieurs ont la responsabilité commune d'œuvrer à un développement économique vigoureux et durable de notre continent.

PLÉNIÈRE ÉNERGIE DIMANCHE 4 DÉCEMBRE : 09H30 – 11H00

L'energie demain : œuvrer et innover ensemble pour la sécurité et la diversification énergétiques

Les ressources énergétiques de l'Afrique sont considérables. Elles nécessitent un saut qualitatif en matière d'innovation et de partenariat pour l'optimisation de ce potentiel au service du développement économique et social du Continent.

PLÉNIÈRE FINANCES DIMANCHE 4 DÉCEMBRE : 11H30 – 13H00

Financement des investissements : solutions pour promouvoir le partenariat industriel et technologique et la diversification économique.

L'Afrique a des besoins colossaux en investissements privés et publics, internationaux et intra-régionaux : comment assurer les bons équilibres et diriger les flux vers les entreprises ?

PLÉNIÈRE NUMÉRIQUE DIMANCHE 4 DÉCEMBRE : 14H30 – 16H00

Infrastructures et réseaux : les grands projets structurants et la transformation digitale au cœur du développement

Le développement des infrastructures est au coeur de l'avenir de l'Afrique : il suppose de grands chantiers industriels, des technologies innovantes et une association systématique du digital dans les processus de production et de gestion des informations.

PLÉNIÈRE AGRO-BUSINESS DIMANCHE 4 DÉCEMBRE : 16H30 – 18H00

Agriculture et agro-business : produire, transformer, distribuer, exporter... africain

Améliorer en amont les techniques et les rendements agricoles pour garantir en aval le développement de l'agro-industrie : des filières complètes sont la clé de la sécurité alimentaire et de la promotion des produits africains.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE LUNDI 5 DÉCEMBRE : 11H30 – 13H00

Ensemble pour de nouvelles dynamiques

Engageons-nous pour de meilleures perspectives.

WORSKSHOPS

ÉNERGIE	Favoriser un meilleur accès à l'énergie par des partenariats intra-africains
INTEGRATION	Zone de libre échange et consolidation des espaces du commerce transfrontalier
CAPITAL HUMAIN	Le capital humain au centre de la nouvelle dynamique africaine
FINANCE	Les solutions financières pour l'investissement africain
COMPÉTITIVITÉ	La compétitivité des entreprises africaines, nouvelle condition de la croissance
MINES	Valoriser les ressources minières : de l'exploration à l'industrialisation
CO-DEVELOPPEMENT	Les expériences régionales en matière de coproduction et d'industrialisation en Afrique
CONNECTIVITÉ	Connectons-nous africain : renforcer les réseaux et la connectivité en Afrique
AGRICULTURE	Les partenariats agricoles en Afrique
JEUNES ET FEMMES ENTREPRENEURS	Le potentiel entrepreneurial des femmes et des jeunes Africains
CHAMBRE DE COMMERCE	Le rôle des chambres de commerce dans le développement du commerce et de l'investissement intra-africain

ATELIERS « NOUVELLES PRATIQUES »

CONSTRUCTION	Matériaux de construction : production et innovation technologique
VISION	Transsaharienne : vecteur d'intégration et de performance
ENERGIE : PÉTROLE, GAZ ET ÉLECTRIFICATION	Services pétroliers : l'aval et l'amont dans les hydrocarbures
VISION	L'intégration régionale et le rôle de la BAD
INFRASTRUCTURES	Les grands chantiers au service des citoyens
INDUSTRIE	Un avenir pour l'industrie de la sous-traitance automobile
INDUSTRIE	Électronique : des marchés en pleine expansion
L'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE	La stratégie industrielle et les opportunités d'affaires en Algérie
L'INDUSTRIE PAPETIÈRE	Perspectives de croissance du marché du papier en Afrique

CMA CGM
Kalmar
OOCL
Hapag

Investir en Algérie

DES OPPORTUNITÉS EXCEPTIONNELLES AVEC LA TRANSITION ÉCONOMIQUE

L'investissement en Algérie : un nouvel esprit

Votre présence à Alger pour le Forum d'investissements et d'affaires est une occasion d'approcher les réalités de la transition économique de l'Algérie et d'évaluer l'amélioration spectaculaire des conditions d'investissement. Voici quelques coups de projecteur sur le nouvel environnement des affaires en Algérie.

UNE OPPORTUNITÉ EXCEPTIONNELLE : LA TRANSITION ÉCONOMIQUE EN COURS

L'attractivité fondamentale de l'Algérie pour les investissements réside dans la transition économique qu'elle a engagée depuis quelques années.

Destinée à sortir de l'économie de rente appuyée sur les hydrocarbures, cette transition économique consiste en un nouveau modèle de croissance économique qui vise l'émergence d'une base productive et industrielle moderne et compétitive.

Il s'agit de :

- **diversifier l'économie ;**
- **réduire la dépendance aux importations** en produisant localement ;
- **relancer l'industrialisation du pays** pour assurer cette production locale ;
- **développer les activités de services ;**
- **faire croître les exportations** hors hydrocarbures.

Ces lignes d'action sont toutes tournées vers l'essor de la production locale. Cette volonté forte de productions nouvelles est un projet de long terme. Le pays est à l'aube d'une réindustrialisation qui va monter en puissance dans les prochaines années en créant de l'emploi et de la richesse. Elle implique donc la création massive de valeur ajoutée pour tous ceux qui participeront à ce mouvement.

En résumé, il y a aujourd'hui en Algérie une opportunité pour tous les investisseurs et entrepreneurs de participer à cette phase sans précédent et de long terme de création de valeur ajoutée.

Les opportunités pour les investisseurs sont accentuées par les spécificités générales du pays, qui sont très favorables aux investissements, et par la détermination du gouvernement à accompagner ceux-ci.

DES CONDITIONS GÉNÉRALES FAVORABLES

Les avantages comparatifs de l'Algérie sont nombreux et connus :

- un pays méditerranéen qui s'étend jusqu'au centre du continent africain ;
- un pays jeune : la moyenne d'âge de la population (39,5 millions d'habitants) est de 28 ans ;
- un taux d'urbanisation élevé : 70 % ;
- une main-d'œuvre qualifiée et au coût le plus modéré du Maghreb ;
- une jeunesse avec un haut niveau d'éducation ;
- une grande diversité linguistique : arabe, français, anglais très répandu ;
- des diasporas nombreuses et attachées à leur pays d'origine ;
- une grande stabilité géopolitique reconnue et une tradition de non-ingérence.

DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES STABLES

L'Algérie est parmi les rares pays producteurs de pétrole qui, malgré la chute des cours, continuent de faire de la croissance et de créer des activités et de l'emploi. Sur les trois dernières années (2013-2016), près de 25 000 projets ont été lancés. Les institutions financières internationales ont d'ailleurs accrédité la démarche économique de l'Algérie. Le FMI a noté que le pays a la possibilité, dans un environnement difficile, de reconfigurer son modèle de croissance.

En dehors de la conjoncture internationale, l'Algérie présente des fondamentaux solides :

- un marché de 40 millions de citoyens en pleine expansion ;
- un accès à l'énergie sur tout le territoire à des coûts particulièrement bas ;
- un vigoureux développement des TIC qui va en s'accentuant ;
- des programmes ambitieux dans le domaine des énergies renouvelables ;
- un environnement porteur, avec 26 entreprises algériennes figurant dans le classement des 500 premières entreprises d'Afrique, la Sonatrach demeurant au 1er rang.

Contrairement à une image souvent véhiculée, l'Algérie est marquée par le dynamisme de son secteur privé. Les trois quarts de la valeur ajoutée, hors hydrocarbures, est assurée par ce dernier. Des secteurs entiers sont désormais couverts par les entrepreneurs privés. C'est le cas, à 90 ou 100 %, de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, des métiers de la construction, de l'électrique et de l'électronique. L'Algérie est aussi le pays leader en Afrique pour l'implantation des multinationales, liées ou non aux hydrocarbures. 86 d'entre elles ont des sièges en Algérie (elles sont une soixantaine en Afrique du Sud, en Égypte ou au Maroc).

L'ACTION DE L'ÉTAT : UN NOUVEAU CODE DE L'INVESTISSEMENT

Adopté à l'été 2016 par la loi n°16-09, le nouveau code de l'investissement est la vitrine que l'Algérie présente aux investisseurs potentiels. Il va dans le sens de la simplification, de la transparence et du rapprochement vers les standards internationaux.

Depuis plusieurs années, des avantages sont accordés aux activités qui entrent dans la nouvelle politique économique du gouvernement. 15 secteurs stratégiques ont été définis pour soutenir les industries naissantes, diminuer la dépendance envers les hydrocarbures, favoriser les activités qui vont se substituer à l'importation.

L'esprit nouveau introduit par le code des investissements est que c'est l'application de la loi qui définit clairement l'éligibilité à ces avantages. Les arbitrages administratifs, que certains opérateurs étrangers jugeaient complexes, font donc place à l'automaticité des avantages dans le cadre défini légalement.

Dans la pratique la loi établit clairement, à travers un texte réglementaire, les activités qui n'entrent pas dans ce champ des avantages et qui figurent sur des listes dites négatives. Celles qui n'y figurent pas sont donc éligibles et l'investisseur pourra en bénéficier par simple enregistrement.

LES AVANTAGES ESSENTIELS DU NOUVEAU CODE

La loi définit d'abord des avantages communs pour l'ensemble des investissements éligibles.

1. Pendant la phase de réalisation du projet :

- exonération de droits de douane pour les biens et services importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- franchise de la TVA pour les biens et services importés ou acquis localement entrant directement dans la réalisation de l'investissement ;
- une série d'exemptions sur les taxes relatives aux acquisitions et concessions immobilières, sur les redevances locatives, les taxes foncières et divers droits d'enregistrement.

2. Pendant la phase d'exploitation, et pour une durée de 3 ans, il est accordé l'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), ainsi qu'un abattement de 50 % sur le montant de la redevance locative annuelle.

Au-delà de ces avantages communs, il est prévu :

- les avantages dits « supplémentaires » réservés à des activités privilégiées et/ou créatrices d'emplois, par exemple pour des activités touristiques, industrielles et agricoles. Dans ce cas, la durée d'application passe à 5 ans au lieu de 3 ans pour les avantages communs.
- les avantages dits « exceptionnels », réservés aux investissements « présentant un intérêt pour l'économie nationale ». Ils sont établis par voie de convention négociée entre l'investisseur et l'État et peuvent s'appliquer jusqu'à 10 ans.

LES AVANCÉES SUCCESSIVES DES LOIS DE FINANCES

Les lois de finances annuelles sont aussi l'occasion de marquer la volonté gouvernementale d'aller plus loin dans l'impulsion donnée aux investissements.

Le projet de loi de finances 2017 adopté en conseil des ministres et en discussion à l'Assemblée introduit des dispositions qui visent à assurer la cohérence des filières nouvelles. Le sous-traitant bénéficie d'un régime préférentiel au même titre que le producteur, c'est-à-dire l'investisseur. Pour les deux, les exonérations ne touchent pas que les biens produits localement mais aussi les biens importés qui sont partie intégrante du produit final. Les taux d'intégration seront clairement définis selon les activités.

Le nouvel esprit met dans la même équipe le sous-traitant et l'investisseur principal. Ainsi, par cohérence, se mettront en place de véritables filières de sous-traitance.

LES DIFFÉRENTES FORMES JURIDIQUES D'IMPLANTATION

Plusieurs formes juridiques de sociétés existent. L'exercice des activités de production de biens, de services et d'importation par les étrangers est subordonné à la constitution d'une société dont le capital est détenu au moins à 51% par l'actionnariat national résident. En d'autres termes, l'investisseur étranger ne saurait détenir plus de 49% de cette société. C'est la règle communément appelée « 51/49 ».

Cette règle ne figure plus dans le code de l'investissement. Elle est mentionnée dans les lois de finances, notamment celle pour 2017. Elle constitue certes une contrainte pour les investissements internationaux sur le territoire algérien mais elle laisse une grande latitude aux pactes d'actionnaires. Le management de l'entreprise mixte peut ainsi être confié à l'investisseur étranger. De nombreuses entreprises à participation étrangère installées sur le territoire algérien fonctionnent à leur satisfaction, selon ce statut.

La règle 49-51 présente des avantages dans plusieurs secteurs. Étant société de droit algérien, la société mixte dispose de la préférence nationale en matière de réponse aux appels d'offres. À qualité égale, son offre bénéficie d'une marge relative au prix de soumission par rapport aux offres d'autres sociétés étrangères. En Algérie, tout contrat ou commande publique doit donner lieu à une consultation au travers de l'émission d'un appel d'offres, ce qui entraine l'émission chaque semaine par voie de presse de 600 appels.

LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LA PROTECTION DES MARQUES

Autre sujet d'attention des investisseurs, les brevets, marques et copyright sont protégés en Algérie qui a signé toutes les conventions internationales afférentes. Les brevets sont supervisés par l'Institut algérien de normalisation de la propriété intellectuelle (INAPI). Les marques sont du ressort du Centre national du registre du commerce (CNCR).

La loi sur la normalisation, adoptée en 2016, a conforté l'effort du gouvernement dans le domaine de la protection des marques. L'Algérie est membre de l'OMPI , institution spécialisée des Nations unies pour la coopération en matière de propriété intellectuelle, regroupant 188 États membres et administrant quelque 24 traités internationaux. L'Algérie a été choisie en 2016 pour abriter l'un des deux bureaux extérieurs de l'OMPI en Afrique.

LE POTENTIEL D'EXPORTATION

Enfin, les entreprises à capitaux étrangers installées en Algérie bénéficient de toutes les potentialités d'exportation dont dispose le pays, notamment les dispositions fiscales très avantageuses qui y sont attachées.

Les avantages comparatifs évoqués plus haut, comme le bas coût des énergies ou la qualité de la main d'œuvre, placent les produits fabriqués en Algérie en bonne position dans la concurrence internationale. Les liens avec l'Europe, la Turquie et les pays du Proche et Moyen-Orient se complètent avec la relation forte entretenue avec l'Afrique.

Ce rôle de corridor entre le Nord et le Sud va être renforcé au cours des prochaines années par l'achèvement de la Transsaharienne qui doit relier Alger à Lagos, sur un parcours de 10 000 km, avec des dérivations vers la Tunisie, le Mali, le Tchad et le Niger. La nouvelle voie va permettre de rapprocher seize pays de l'Afrique de l'Ouest des grands ports méditerranéens et notamment du futur grand port du Centre sur le site d'El Hamdania à Cherchell et de celui de Djendjen via l'autoroute Est-Ouest qui traverse maintenant l'Algérie. Elle est couplée avec le renforcement des liaisons en fibre optique entre l'Algérie, le Mali, le Niger et le Tchad.

Volonté stratégique affirmée, conditions générales et économiques très favorables et stables, évolution positive de l'environnement des affaires, situation de « pont » entre le Sud, le Nord et l'Orient : l'Algérie a tous les atouts pour convaincre les investisseurs d'Afrique et des autres régions du monde. **Le « Rendez-vous d'Alger » est une occasion pour vous d'engager le dialogue avec les entreprises algériennes et ses institutions économiques.**

L'Afrique en chiffres

COUPS DE PROJECTEUR SUR QUELQUES DONNÉES ESSENTIELLES DE L'ÉCONOMIE DU CONTINENT

DÉMOGRAPHIE

L'Afrique comptera, selon un rapport de l'ONU, près de 2,5 milliards d'habitants en 2050, soit un quart de la population mondiale. Les prévisions à l'horizon 2100 sont de 4,2 milliards, ce qui représenterait plus du tiers de la population de la Planète (voir figure 1). C'est à la fois un formidable potentiel de progrès et une série de défis à relever en matière d'emploi, de santé, de consommation

UNE STRUCTURE DE L'EMPLOI QUI PROGRESSE

L'augmentation de la population active en Afrique est d'ores et déjà la plus forte du monde. Entre 2010 et 2020, elle sera de 122 millions, contre 78 millions en Inde, 12 millions en Chine, et un recul de 4 millions en Europe. Selon McKinsey, le nombre de chômeurs ne va pratiquement pas bouger et la création d'emplois stables va s'accélérer (24 % de la population active en 2000, 28 % en 2010, 32 % prévu en 2020). Mais l'emploi précaire restera dominant (voir figure 2).

UNE URBANISATION GALOPANTE

Le rythme actuel d'urbanisation du continent (+ 3,4 % par an en moyenne, selon ONU-Habitat) est le plus élevé au monde. Le nombre d'urbains passera ainsi de 472 millions d'habitants (43 % de la population totale) à plus d'1 milliard à l'horizon 2060 (60 %). Comment gérer ces flux au mieux ? En aidant les ruraux à se développer, à travers l'agriculture, et donc en contenant l'exode rural, souligne la Banque africaine de développement (BAD). Mais aussi en investissant massivement dans les infrastructures urbaines (40 milliards de dollars par an, selon la BAD).

LA FAIBLESSE DES STRUCTURES DE SANTÉ

La santé reste le point le plus faible avec une espérance de vie de 57 ans comparée à 71 dans la zone Asie/Moyen Orient. Et un taux de mortalité infantile de 98 pour mille en dessous de 5 ans. La cause principale est la faiblesse numérique des personnels de santé (1,1 médecin et 2,7 infirmiers pour 1 000 habitants, contre respectivement 1,6 et 4 en Asie). Des formations de base ou des outils de diagnostic par téléphone mobile peuvent jouer un rôle important pour compenser cette faiblesse.

LE DÉCOLLAGE DU SECTEUR DE LA CONSOMMATION

La croissance démographique et l'élévation des niveaux de vie des classes moyennes urbaines font de la consommation le secteur de pointe. La progression de la consommation africaine a augmenté de 512 milliards de dollars depuis 2000, nettement inférieure à celle de la Chine qui a décollé à partir de 2005, mais similaire à celle du Brésil, de la Russie, de l'Inde. D'ici 2020, le secteur des biens de consommation est celui qui va enregistrer la plus forte croissance en Afrique(voir figure 3).

LES CHIFFRES CLÉS

5,4 : la moyenne du nombre d'enfants dans certains pays subsahariens, alors que la fécondité en Asie de l'Est est passée de 5,6 à 1,6 enfant entre 1950 et 2010 *(source ONU).*

63 % : la part d'urbains africains vivant dans des bidonvilles ou habitats de fortune, sans accès à l'eau courante et à l'électricité *(Source BAD).*

1/3 : le continent africain comptera en 2050 un tiers de la population jeune de la planète, contre un cinquième en 2012 *(Source ONU).*

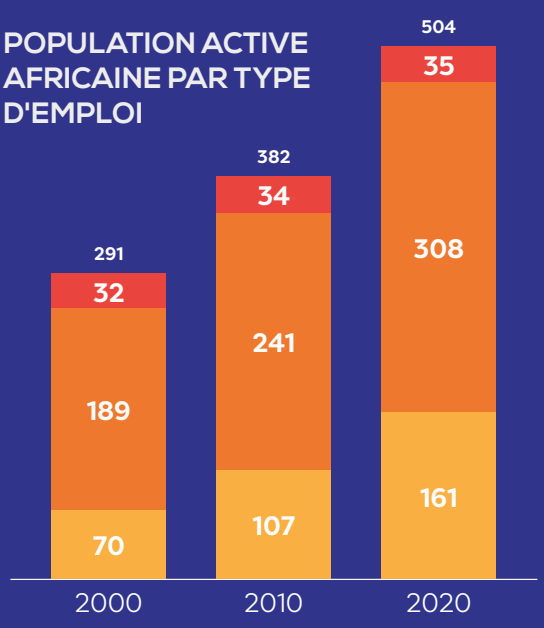
2030 : la date à laquelle l'Afrique urbaine pèsera plus que l'Afrique rurale par le nombre d'habitants *(source ONU-Habitat).*

CROISSANCE PRÉVUE DES POPULATIONS DES SOUS-RÉGIONS AFRICAINES (EN MILLIONS D'HABITANTS)

	2015	2050	2100
AFRIQUE DU NORD (SOUDAN COMPRIS)	223,9	354,3	451,8
AFRIQUE DE L'OUEST	353,2	797,9	1555,8
AFRIQUE CENTRALE	151,9	369,1	721,3
AFRIQUE DE L'EST	394,5	878,2	1577
AFRIQUE AUSTRALE	62,6	78	80,7
TOTAL AFRIQUE	1186	2478	4386
TOTAL MONDE	7350	9725	11213

Source : Nations unies

POPULATION ACTIVE AFRICAINE PAR TYPE D'EMPLOI



TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN, 2000-2010

0,3

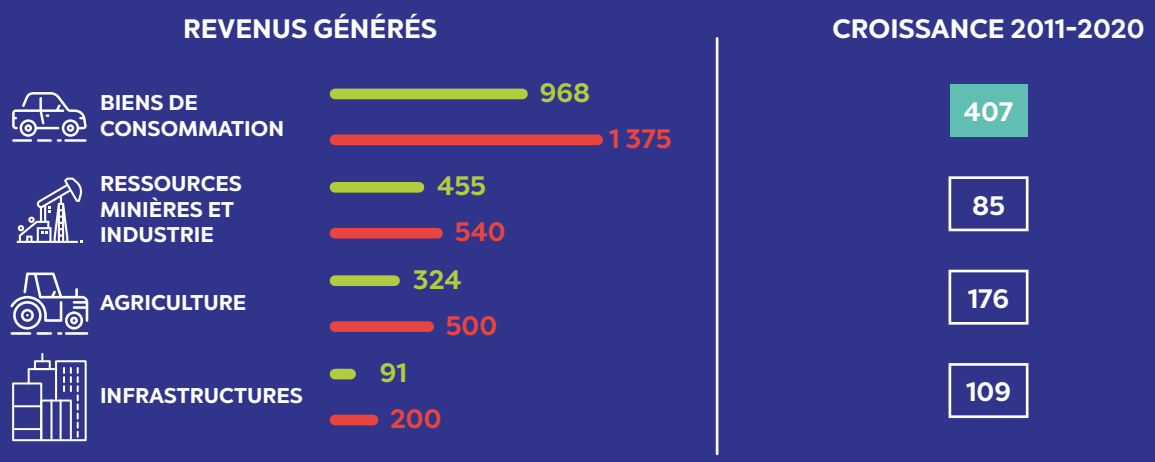
2,5

4,2

- Personnes sans emploi
- Personnes occupant un emploi précaire
- Personnes occupant un emploi stable

Source : McKinsey pour Aspen Europe-Afrique 2014

LA CROISSANCE SPECTACULAIRE DES BIENS DE CONSOMMATION EN AFRIQUE (EN MILLIARDS DE DOLLARS SUR LA PERIODE 2011-2020)



Source : McKinsey pour Aspen Europe-Afrique 2014

JEUNESSE ET ÉDUCATION

Il y a en Afrique 200 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, chiffre qui devrait doubler d'ici à 2045. Cela en fait le continent le plus « jeune » de la Planète. Bombe à retardement ou opportunité ? Opportunité sans aucun doute si le continent assure l'éducation, l'adéquation des formations au marché de l'emploi, la promotion de la création d'entreprise, l'utilisation des technologies de l'information.

ÉDUCATION : DES PROGRÈS NETS MAIS DES INÉGALITÉS PERSISTANTES

Depuis la mise en place des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en 2000, les progrès dans l'éducation sont réels. Avec 100 % en Afrique du Nord et près de 80 % en Afrique subsaharienne, le continent est proche de la scolarisation universelle en primaire. L'accès au secondaire reste marqué par des inégalités très fortes selon les pays.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UN MULTIPLICATEUR DE RICHESSE

Malgré un triplement des effectifs depuis le début du siècle, l'Afrique subsaharienne, avec 7 % de jeunes inscrits dans l'enseignement supérieur, se situe encore loin derrière la moyenne mondiale (30 %) (figures 1 et 2). L'Afrique du Nord fait mieux avec près de 22 %. L'enjeu est important : une année de plus en moyenne dans l'enseignement supérieur se traduirait par près de 0,4 % de croissance supplémentaire par an et un gain de 3 % de PIB au bout de 5 ans, selon l'Africa-America Institute.

DES PERSPECTIVES D'EMPLOI CONTRAINTES PAR LA DÉMOGRAPHIE

Près de 12 millions de jeunes, hommes et femmes, arrivent chaque année sur le marché du travail en Afrique. Ils seront 20 millions en 2030. Selon les chiffres de l'OIT, le taux de chômage va baisser en Afrique d'ici 2017, alors que celui du monde progresse. Mais les chiffres absolus, compte tenu de la démographie, progressent encore (figure 3). Le taux élevé de chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dénote l'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences par les entreprises.

MIGRATIONS : BEAUCOUP D'IDÉES FAUSSES

L'ensemble de la migration d'Afrique subsaharienne représente à peine 9 % des migrants de la planète et l'essentiel des migrations subsahariennes reste au sein même de la région, selon l'Agence française du développement (AFD). En Afrique du nord, le mouvement ralentit. La migration subsaharienne dans les pays de l'OCDE est de plus en plus qualifiée : entre 2000 et 2010, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur d'Afrique subsaharienne présents dans les pays de l'OCDE a augmenté de 95 %.

LES CHIFFRES CLÉS

6 % : le pourcentage d'élèves du secondaire dans les filières techniques ou en apprentissage. *(Africa America Institute, rapport 2015).*

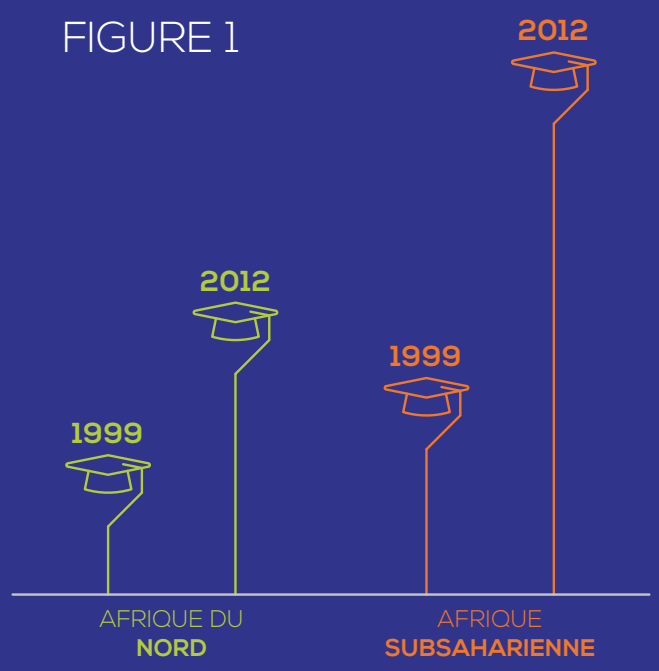
385 000 : le nombre, en 2012 d'étudiants africains en mobilité internationale soit près de **10 %** de la mobilité étudiante mondiale.

3 % : le pourcentage de jeunes dans la population active. Ils représentent **60 %** des sans-emploi *(BAD).*

5 : nombre des universités africaines dans les 500 universités les mieux cotées par le **classement 2016** de Shanghai.

MALGRÉ UNE PROGRESSION CONSIDÉRABLE, L'AFRIQUE RESTE SOUS LA MOYENNE MONDIALE.

FIGURE 1

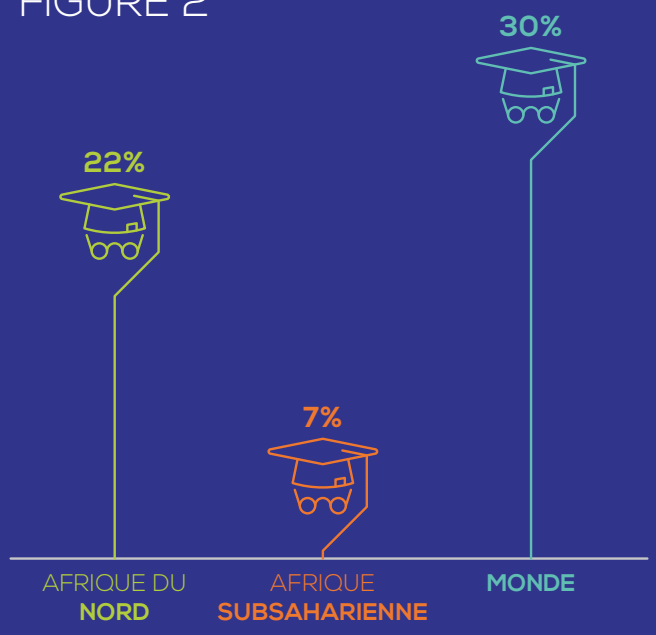


NOMBRE D'ÉTUDIANTS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ENTRE 1999 ET 2012 (EN MILLIONS)

ANNÉE	1999	2012
AFRIQUE DU NORD	1,28	3,2
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2,25	6,34
TOTAL	3,53	9,54

(Source ICEF)

FIGURE 2



POURCENTAGE DE JEUNES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ANNÉE	2014
AFRIQUE DU NORD	22%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	7%
MONDE	30%

(Source ICEF)

FIGURE 3

RÉGION	TAUX DE CHÔMAGE (EN POURCENTAGE)			NOMBRES DE JEUNES AU CHÔMAGE (EN MILLIONS)		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017
MONDE	12,9	13,1	13,1	70,5	71,0	71,0
AFRIQUE DU NORD	29,4	29,3	29,2	3,7	3,7	3,7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	10,9	10,9	10,8	11,1	11,3	11,6

(Source OIT)

PRÉVISIONS DE L'ÉVOLUTION DU CHOMÂGE DES JEUNES SUR LES 3 ANNÉES (2015-2017)

FEMMES

L'Afrique a besoin de toutes ses énergies pour accélérer son développement et résorber la pauvreté. Or, les inégalités entre femmes et hommes sont persistantes sur le continent. Une discrimination à l'égard des femmes qui obère sérieusement le développement et ralentit le rythme de la croissance économique.

LES INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES : UNE PERTE DE 6 % DU PIB

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les inégalités entre hommes et femmes coûtent chaque année quelque 95 milliards de dollars en moyenne à l'Afrique subsaharienne, soit 6 % du PIB. Le chiffre serait encore plus élevé en incluant les pays d'Afrique du Nord qui se caractérisent par une plus faible présence des femmes sur le marché du travail.

ÉDUCATION : UNE DISCRIMINATION PERSISTANTE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le PNUD a instauré il y a 25 ans la notion d'« indice de développement humain » (IDH) dans les domaines de la santé, de l'éducation et des revenus. L'indice de développement de genre (IDG) mesure les écarts hommes-femmes dans ces secteurs. Dans toute les régions d'Afrique, la femme a une espérance de vie légèrement supérieure à celle de l'homme (figure 1). En matière d'éducation, les femmes accusent généralement un retard, sauf en Afrique du Nord où elles font jeu égal avec les hommes (figure 2).

DES DIFFÉRENCES DE REVENUS CRIANTES ENTRE HOMMES ET FEMMES

La figure 3 traduit une disparité marquée des revenus entre femmes et hommes dans toutes les sous-régions de l'Afrique. Elle est particulièrement forte en Afrique du Nord (un écart de près de 1 à 4), un paradoxe alors que la parité en matière d'éducation est assurée. La faible présence des femmes, en particulier des plus jeunes, sur le marché du travail nord-africain (seules 19,7 % des femmes y participaient en 2014, contre 52,1 % en Afrique subsaharienne, selon les chiffres de l'OIT) est à l'origine de cette forte inégalité.

L'ENTREPRENEURIAT AU FÉMININ BRIDÉ PAR L'ACCÈS AU CAPITAL

Les PME/PMI constituent la grande majorité des entreprises privées en Afrique, tout particulièrement dans le secteur informel. Selon le PNUD, les femmes ont du mal à trouver leur place sur le marché du travail formel et sont une grande majorité à participer à l'économie informelle, souvent dans des branches à faible valeur ajoutée. D'où des difficultés à accéder au capital qui pèsent sur leur capacité à développer et à pérenniser leur activité.

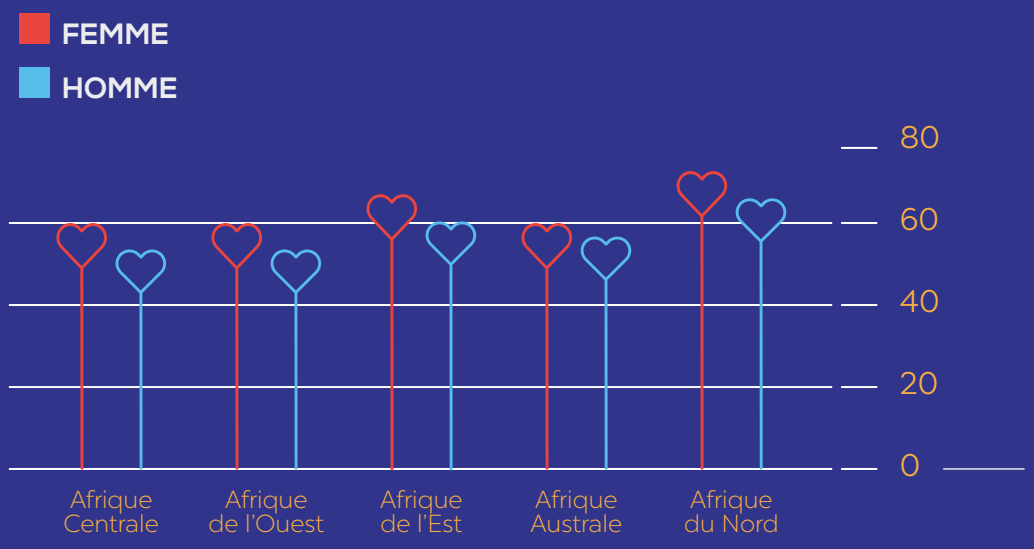
LES CHIFFRES CLÉS

x2 : les femmes passent en moyenne deux fois plus de temps que les hommes à effectuer des travaux domestiques.

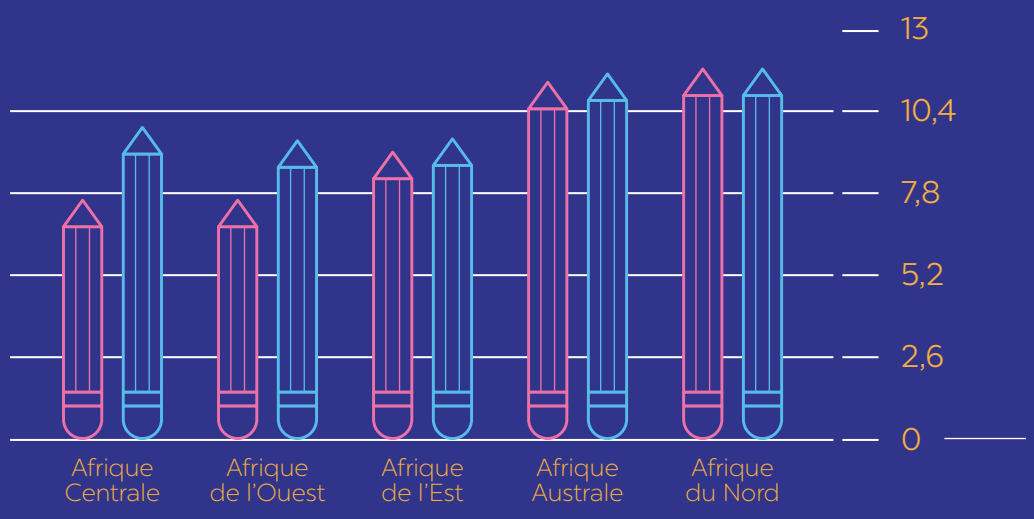
18 % : la part moyenne des entreprises dirigées par une femme en Afrique.

66 % : les emplois du secteur informel non agricole en Afrique subsaharienne représentent environ 66 % des emplois occupés par les femmes.

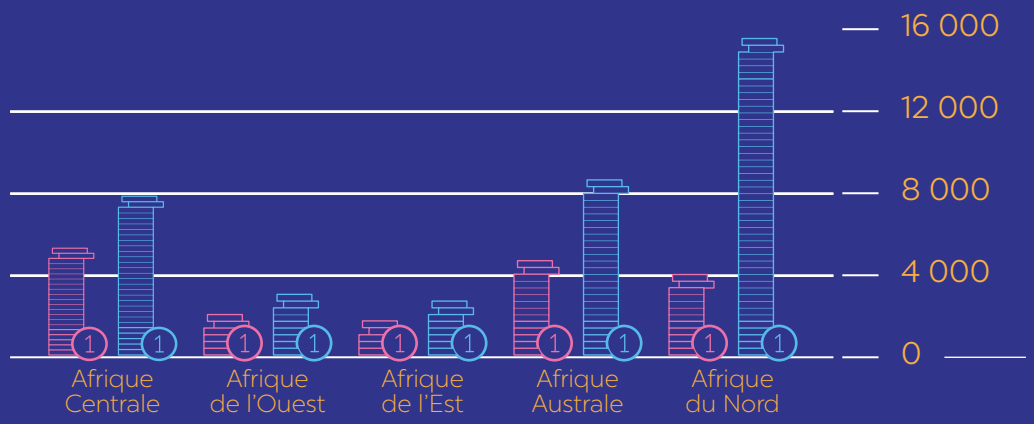
70 CENTS : pour chaque dollar gagné par un homme dans les secteurs de l'industrie, des services et du commerce, une femme ne gagne que 70 cents.



ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE - 2014



DURÉE ATTENDUE DE SCOLARISATION - 2014



ÉCARTS DE REVENUS PAR SOUS-RÉGION (EN DOLLARS/AN)

INVESTISSEMENTS

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrant en Afrique, qui se sont envolés depuis 20 ans, ont stagné au cours des trois dernières années, dans un environnement mondial très défavorable. Leur redécollage est essentiel car ils sont devenus un moteur essentiel de la croissance.

LES IDE SUPÉRIEURS À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Les IDE ont dépassé en 2015 l'aide internationale au développement et, si on leur ajoute les investissements de portefeuilles, ils sont supérieurs aux flux de capitaux provenant des diasporas africaines dans le monde, selon une étude d'EY (figure 1). Mais les IDE restent insuffisants et ont du mal à se redresser après le recul enregistré après 2009 (figure 2). La CNUCED prévoit un rebond des IDE en 2017, dans un contexte de croissance ralentie : autour de +3 % , selon le FMI.

LES IDE INTRA-AFRICAINS EN HAUSSE

L'Afrique est devenue le deuxième plus grand investisseur direct en Afrique, après l'Europe occidentale. Les entreprises d'Afrique du Sud ont joué un rôle moteur dans les IDE intra-africains, suivies par les entreprises du Kenya et du Nigéria (Source BIT). Sur 2003-2014, 25 pour cent des nouveaux projets d'IDE en Afrique ont été réalisés par des entreprises africaines. Avec une particularité : les IDE intra-africains sont bien plus diversifiés tant en ce qui concerne les pays d'accueil que les secteurs concernés.

L'AFRIQUE DU NORD PROGRESSE EN NOMBRE DE PROJETS D'IDE

L'Afrique du Nord est la seule région d'Afrique qui voit le nombre de projets d'IDE progresser entre 2013 et 2014. En chiffres absolus, c'est l'Afrique Australe qui attire le plus de projets, devant l'Afrique de l'Ouest puis l'Afrique de l'Est (figure 3).

DE NOUVEAUX ACTEURS DE L'INVESTISSEMENT ÉMERGENT

L'Europe reste, avec près de 37 %, le premier investisseur en Afrique. Toutefois de nouveaux acteurs émergent et montent en puissance. La Chine, l'Inde mais aussi les Émirats arabes unis constituent les principales locomotives de la montée en puissance des opérations Sud-Sud. L'Asie, avec près de 16 % du flux d'IDE, se place ainsi à la troisième place devant les États-Unis.

LES CHIFFRES CLÉS

35 % : la part de l'Europe dans les IDE en Afrique.

25 % : la part des entreprises africaines dans les investissements IDE en Afrique elle-même.

2 % : la part des industries extractives dans les IDE en 2012, contre 8 % en 2007.

61,8 MILLIARDS DE DOLLARS : le montant des transferts des diasporas en 2014.

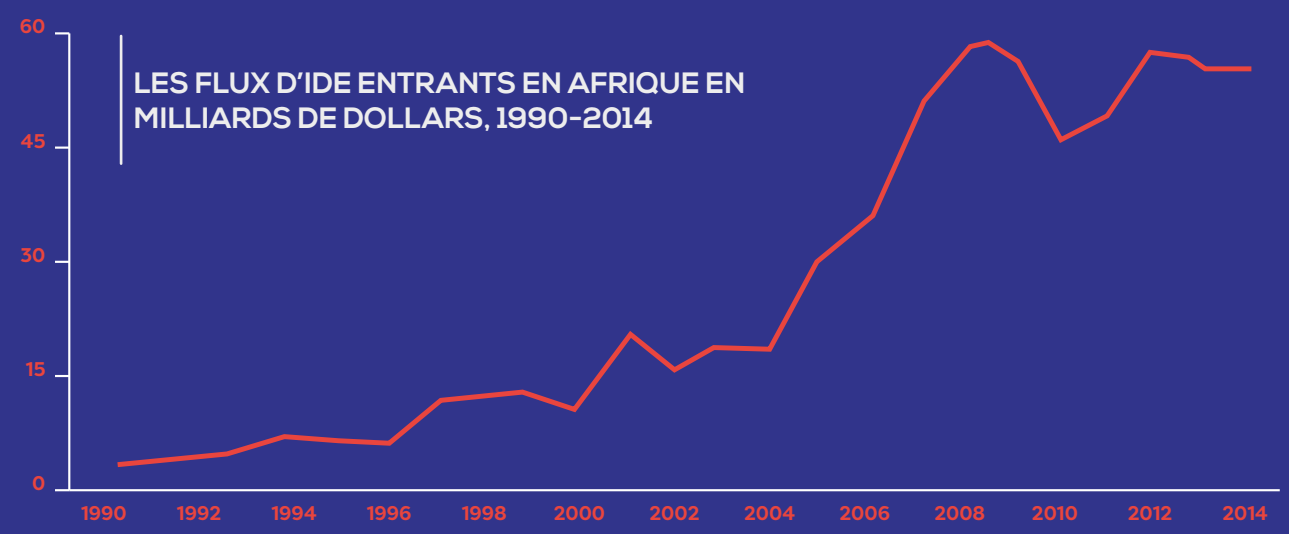
FIGURE 1

LES FLUX FINANCIERS VERS L'AFRIQUE (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	2000	2013	2014	2015 (PROJECTIONS)
IDE	12,5	54,2	49,4	55,2
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLES	1,5	21,5	13,5	18,4
AIDE AU DÉVELOPPEMENT	15,5	55,8	56,3	54,9
TRANSFERTS DES DIASPORAS	10,9	60,6	61,8	64,6
TOTAL	40,4	192,1	181	193,1

Source : BAD, OCDE, PNUD

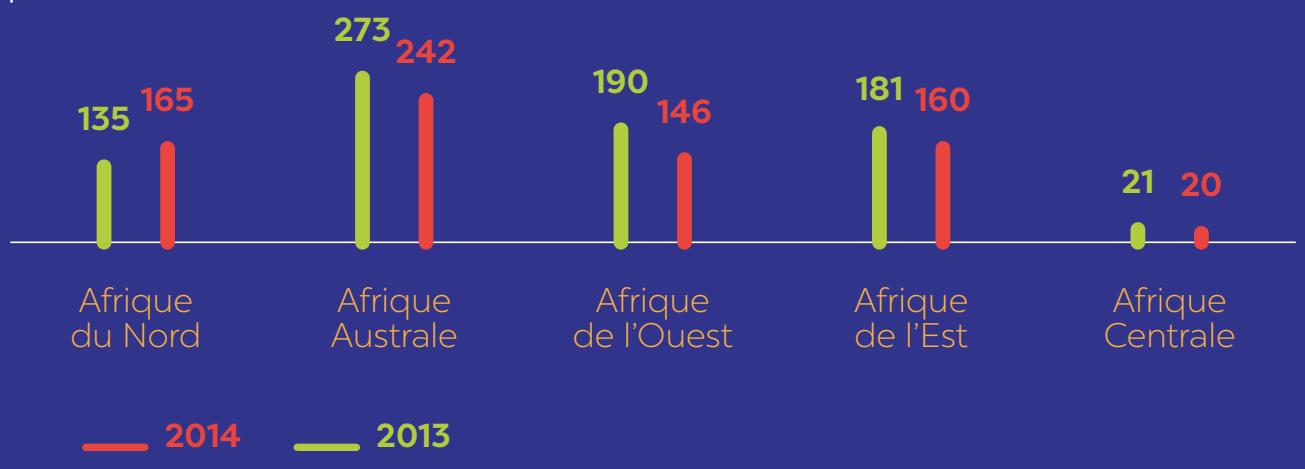
FIGURE 2



Source : CNUCED, 2015a

NOMBRE DE PROJETS D'IDE EN 2013 ET 2014 : L'AFRIQUE DU NORD PROGRESSE

FIGURE 3



Souce FDI Markets – février 2015

TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

La téléphonie mobile en Afrique a connu en 10 ans une croissance exponentielle. Grâce à elle, l'accès à l'Internet, encore faible, croît d'année en année. L'application du numérique dans tous les secteurs clés de l'économie et de la société (agriculture, énergie, commerce, éducation, gouvernance) est un formidable multiplicateur de la croissance.

L'INTERNET EN 2025 : 600 MILLIARDS DE DOLLARS D'APPORT À L'ÉCONOMIE

Selon une étude McKinsey, la contribution d'Internet au PIB annuel de l'Afrique pourrait passer de 18 milliards de dollars en 2013 à 300 milliards de dollars en 2025, auxquels s'ajouteraient des gains de productivité de 300 milliards de dollars dans de nombreux secteurs stratégiques. En 2025, une Afrique avec 50 % d'accès à internet représentera un marché de 600 millions d'internautes, en pleine maturation.

SERVICES MOBILES : UN VENT DE CRÉATIVITÉ

Le mobile modifie radicalement les modes d'organisation et de production des entreprises, les comportements de consommation, la gouvernance. Alors que 75 % des adultes subsahariens n'ont pas de compte bancaire formel, l'Internet peut accélérer l'inclusion financière, notamment par le transfert d'argent électronique. Les start-ups rivalisent de créativité pour des applications mobiles faites par les Africains pour les Africains.

L'AGRICULTURE : UN GISEMENT CONSIDÉRABLE DE PRODUCTIVITÉ

L'Internet améliore les rentabilités agricoles en fournissant aux agriculteurs des informations expertes sur la météo, l'utilisation des engrais, le contrôle antiparasites, la gestion des exploitations. Il facilite également l'accès au marché en fournissant des informations en temps réel. Le East Africa Exchange lancé en 2014 à Kigali a mis en place une bourse de trading agricole virtuel avec des données d'intelligence économique.

ÉDUCATION, SANTÉ, ADMINISTRATION : DES SAUTS QUALITATIFS

Les nouveaux outils numériques peuvent apporter des progrès considérables dans l'accès aux cours, la formation des enseignants et l'apprentissage grâce au e-learning et aux MOOCs. Dans le domaine de la santé, télédiagnostic et télémédecine pourraient résoudre 80 % des problèmes rencontrés dans les cliniques rurales. L'Internet permet également une plus grande efficacité des systèmes de santé publique. Le développement des TIC dans les services publics est d'une importance majeure pour le progrès économique et social du continent.

LES CHIFFRES CLÉS

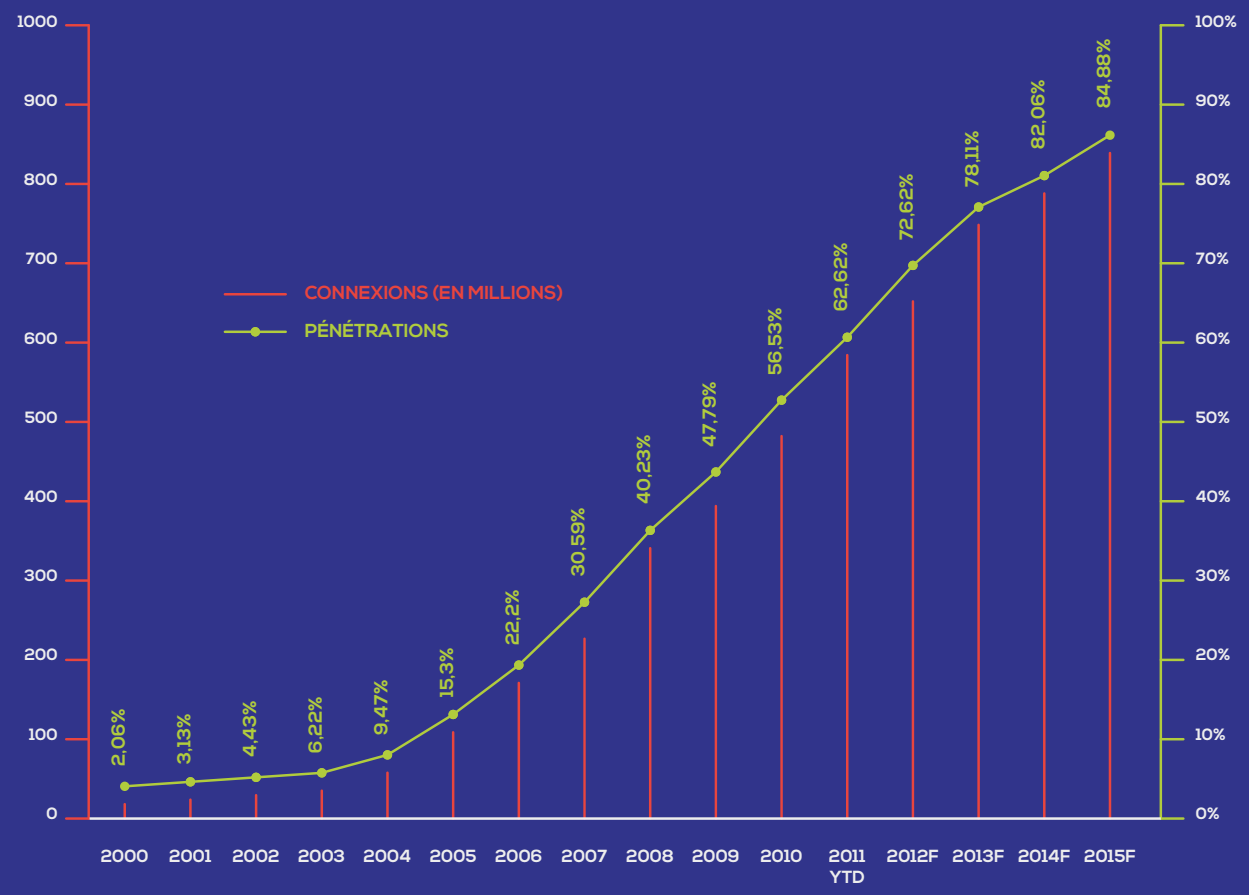
75 MILLIARDS DE DOLLARS : le volume attendu du e-commerce africain en 2025 *(source McKinsey)*.

51,6 MILLIONS : le nombre d'utilisateurs de Facebook aujourd'hui en Afrique.

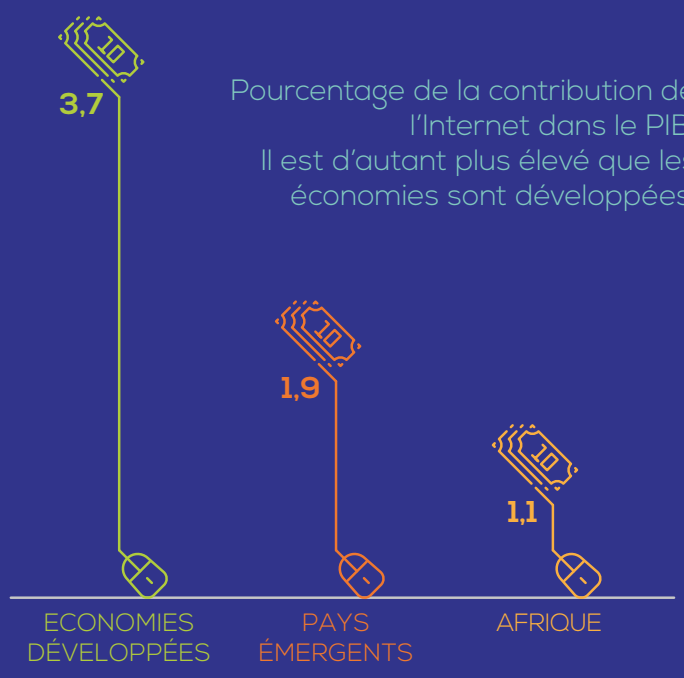
21 % : la part des habitants des grandes villes d'Afrique qui passent plus de 10 heures par semaine sur internet *(source McKinsey)*.

x2 : tous secteurs confondus, les sociétés utilisant les technologies du web croissent deux fois plus vite que les autres.

L'ENVOL DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE EN AFRIQUE



RoyceFund/Étude Forbes Afrique 2015



Pourcentage de la contribution de l'Internet dans le PIB. Il est d'autant plus élevé que les économies sont développées.

LE POIDS DE L'INTERNET DANS L'ÉCONOMIE

RÉGION	TAUX
AFRIQUE	25,1 %
AMÉRIQUE (NORD & SUD)	65 %
ASIE-PACIFIQUE	41,9 %
EUROPE	79,1 %
MOYEN-ORIENT	41,6 %
RUSSIE ET PAYS ASSOCIÉS	66,6 %

Rapport 2016 de l'UIT (Nations unies)

TAUX DE PÉNÉTRATION DE L'INTERNET DANS LE MONDE (2016)

AGRO-BUSINESS

L'Afrique recèle 60 % des terres arables inexploitées dans le monde, qui suscitent de multiples convoitises. Le continent pourrait nourrir les trois quarts de la planète et pourtant une personne sur quatre reste sous-alimentée en Afrique subsaharienne, selon la FAO. Une profonde transformation agricole s'avère donc indispensable pour assurer la sécurité alimentaire du continent mais aussi en faire un acteur majeur à l'export.

DES RENDEMENTS ENCORE TROP FAIBLES

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui s'inscrit dans le cadre panafricain du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) s'est fixé deux objectifs majeurs : consacrer au moins 10 % des budgets nationaux à l'agriculture et augmenter de 6 % par an la productivité agricole. Les rendements des différentes cultures et élevages sont encore faibles, en raison des insuffisances en semences, engrais, produits phytosanitaires (figure 1).

FAIBLESSE DES FILIÈRES DE TRANSFORMATION = PERTES ET GASPILLAGES

L'augmentation de la productivité ne suffit pas. Le développement des infrastructures est crucial : la faiblesse des systèmes d'irrigation, de la logistique de transport, du stockage et de la distribution et surtout l'insuffisance en filières de transformation provoquent d'importants gaspillages. Selon la FAO, la quantité de nourriture perdue avant d'arriver dans l'assiette du consommateur dépasse les 150 kg par an et par personne. Des filières intégrées, de l'amont vers l'aval, sont essentielles.

LA MENACE DES DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX

Si les rendements, infrastructures et filières de transformation ne sont pas améliorées rapidement, les effets sur le déséquilibre entre importations et exportations, déjà lourdement aggravé depuis 1990, vont devenir non maîtrisables. Selon les prévisions de la BAD, le déficit de la balance commerciale nette pourrait tripler entre 2015 et 2025 (figures 2 et 3). Sur le plan humain, et malgré les progrès réalisés, 320 millions de personnes seraient encore touchées par la malnutrition à l'horizon 2025.

LA FORMATION ET LES TECHNOLOGIES D'INFORMATION AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

Le décollage de l'agriculture dépendra également d'investissements en termes d'éducation, de formation des personnels tout au long des chaînes de valeur, de l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC). Des plateformes pour la gestion de nombreuses opérations financières et commerciales, comme la distribution des subventions et la vente des produits, permettent d'améliorer l'efficacité du secteur agricole.

LES CHIFFRES CLÉS

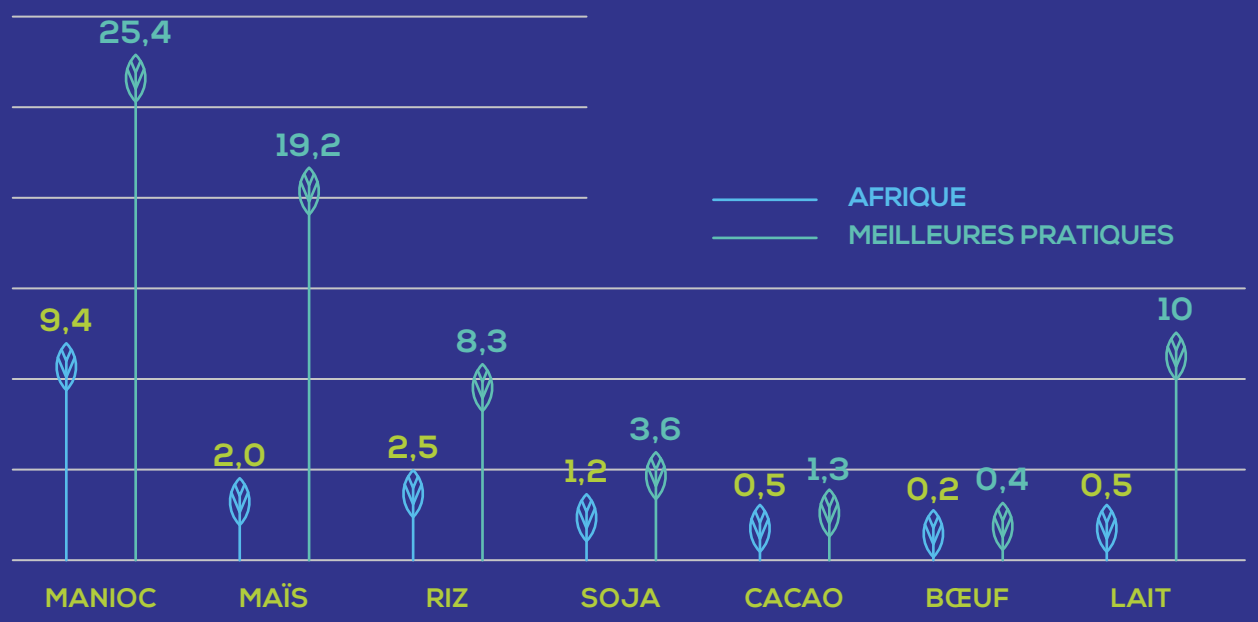
400 MILLIONS : le nombre de personnes sorties de la pauvreté en Asie de l'Est, en seulement 10 ans, grâce à des investissements massifs dans l'agriculture *(source BAD)*.

60 % : les emplois dans l'agriculture en pourcentage de l'emploi total, alors que le secteur ne représente qu'un quart du PIB des pays africains *(source BAD)*.

56 % : pourcentage des rendements agricoles en Afrique par rapport à la moyenne internationale *(source BAD)*.

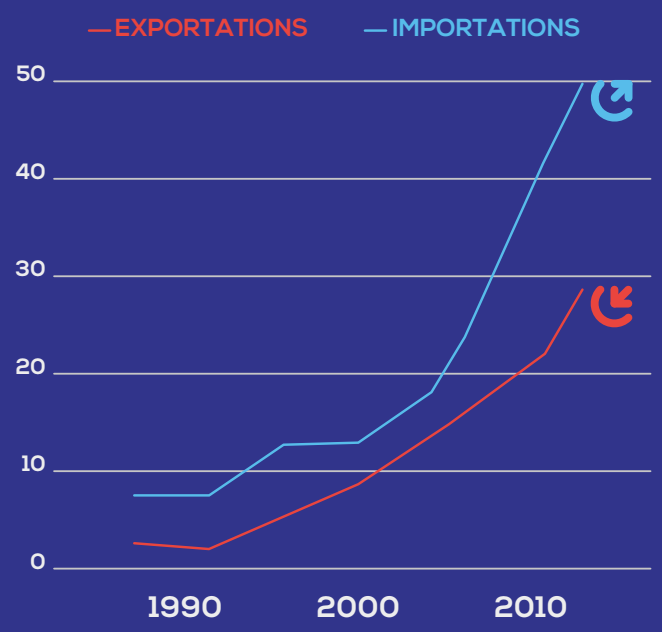
70 % : accroissement de la production agricole mondiale indispensable pour pouvoir nourrir les 9 à 10 milliards d'individus prévus à l'horizon 2050 *(source ONU)*

RENDEMENTS AGRICOLES MOYENS EN AFRIQUE COMPARÉS À CEUX DES 10 MEILLEURS PAYS DU MONDE (EN TONNES PAR HECTARE OU CHEPTEL 2013)



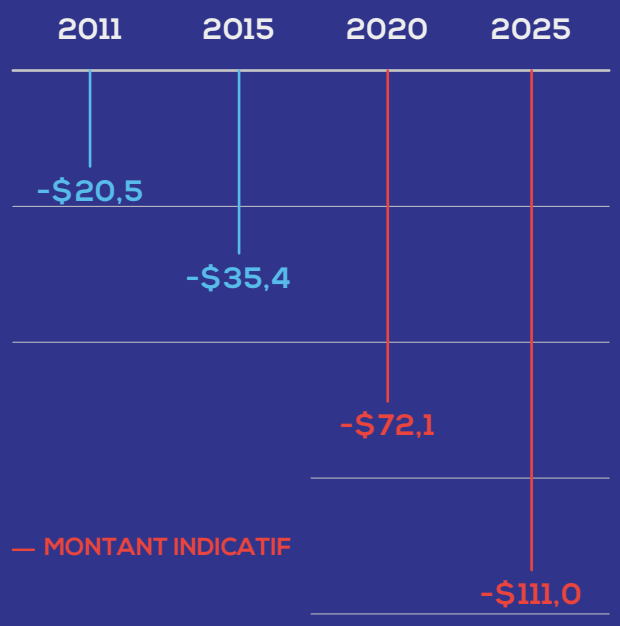
(Source BAD)

LA FAIBLESSE DES RENDEMENTS TIRE À LA HAUSSE LES IMPORTATIONS



(Source BAD)

PRÉVISIONS DU DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE NETTE EN L'ABSENCE DE TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



(Source BAD)

ÉNERGIE

L'énergie, qu'elle soit produite par les sources fossiles ou renouvelables, est à l'origine de tous les développements humains : eau, alimentation, santé, éducation, vie rurale et urbaine… L'Afrique est un grand producteur pour le monde et va devenir une grande zone consommatrice.

L'AFRIQUE VA PRESQUE DOUBLER SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE D'ICI 2035

La consommation d'énergie en Afrique devrait augmenter de 88 % entre 2014 et 2035 (contre 34 % à l'échelle mondiale). Le continent reste un consommateur modeste (5 à 6 % de la consommation d'énergie finale mondiale), par rapport aux autres régions dévoreuses d'énergie, comme les pays de l'OCDE (40 % de la consommation mondiale) ou la Chine (20 %). Cette augmentation de la consommation va réduire sensiblement la part de l'énergie africaine exportée : de 45 % aujourd'hui, elle devrait tomber à 25 % en 2035, selon BP statistics.

UN GRAND BESOIN D'ÉLECTRICITÉ

Selon les prévisions moyennes de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les besoins en électricité vont être essentiels, avec un doublement en 2030 et un triplement en 2040 par rapport à 2012 (figure 1).
Les énergies fossiles assureront encore plus de la moitié de la production électrique, mais avec un fort recul du charbon et du pétrole et une hausse très forte du gaz naturel. Les énergies renouvelables, hors hydraulique, devraient connaître une hausse remarquable, passant de 1 % en 2012 à 15 % en 2040 (figure 2).

LE POIDS PERSISTANT DE LA BIOÉNERGIE

En matière d'énergie primaire, l'utilisation de bioénergie (principalement le bois et le charbon de bois utilisés pour le chauffage et la cuisine) reste considérable malgré le développement des économies africaines : elle est pratiquement égale à celle de toutes les autres formes d'énergie (figure 3).
Le recours au bois devrait augmenter de 40 % d'ici 2040, ce qui accentuera la pression sur les ressources forestières et diminuera leurs capacités de stockage naturel du carbone.

LA RÉVOLUTION DU SOLAIRE DANS LES VILLAGES

Ces usages dans les zones rurales peuvent être modifiées par l'utilisation décentralisée de l'énergie solaire photovoltaïque ou thermique. La baisse du coût de production de l'électricité solaire permet l'usage de petites centrales solaires, autour de 500 kW, alimentant une série de batteries. Des systèmes de paiement très souples peuvent être assurés par le développement des téléphones mobiles.
L'utilisation de systèmes délocalisés est également possible en milieu périurbain, où elle peut venir compléter le réseau public.

LES CHIFFRES CLÉS

8 % : la part du pétrole africain dans la production mondiale en 2035. La part du gaz serait de 7 %. *(source BP Statistics).*

5 % : l'Afrique n'utilise que 5 % environ de son potentiel hydroélectrique. La production devrait augmenter de 140 % d'ici 2035.

70 % : la hausse prévue d'ici 2035 des émissions de C02 (moyenne mondiale de 20 %). Mais les émissions par habitant sont faibles : 23 % de la moyenne mondiale *(source BP Statistics).*

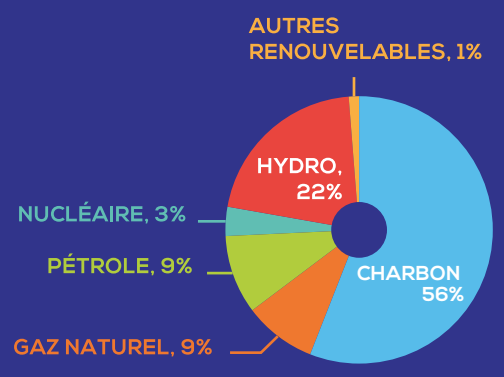
7 % : la part du solaire (photovoltaïque et thermique) dans la production électrique en 2040 *(source AIE).*

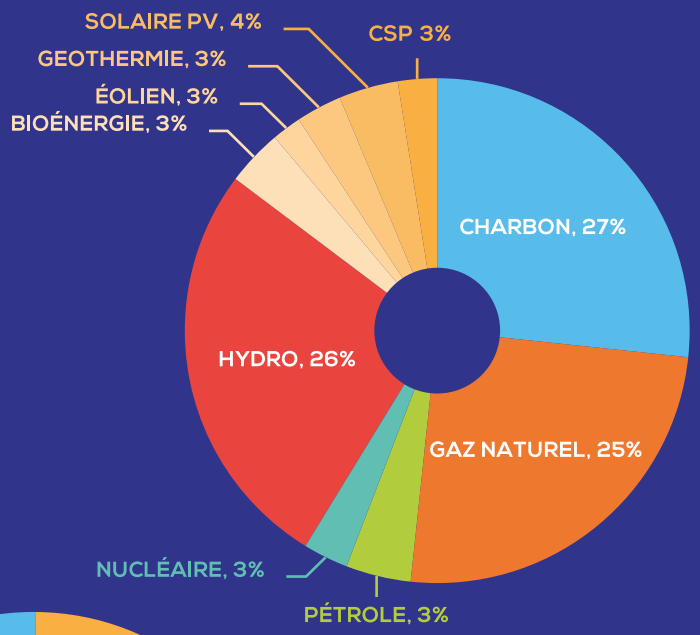
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ 2000-2040 (EN TWh)

	2000	2012	2020	2030	2040
AFRIQUE DU NORD	116	253	338	447	572
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	269	368	514	812	1297
AFRIQUE DE L'OUEST	29	61	107	216	417
AFRIQUE CENTRALE	9	16	26	45	74
AFRIQUE DE L'EST	9	23	44	95	177
AFRIQUE AUSTRALE	222	268	337	456	630

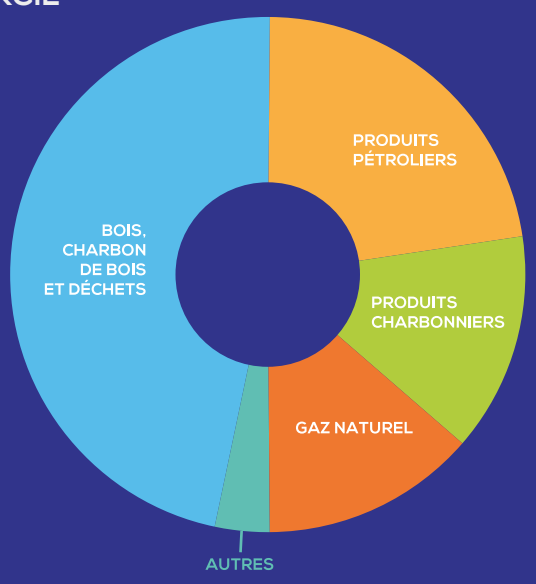
Source AIE – World Energy Outlook

LA PART DES DIFFÉRENTES ÉNERGIES DANS LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE 2012/2040





RÉPARTITION DE L'ÉNERGIE PRIMAIRE EN AFRIQUE EN 2013



INFRASTRUCTURES

Parmi l'ensemble des zones économiques mondiales, l'Afrique est nettement à la traîne en matière d'infrastructures. La cause ne fait guère de doute : le continent n'investit pas assez alors que d'autres zones émergentes sont beaucoup plus volontaristes.

UN RETARD MANIFESTE SUR LE RESTE DU MONDE

En chiffres très globaux, l'Afrique est environ trois fois moins équipée en infrastructures que les autres régions émergentes. Cette situation touche notamment les transports, la gestion de l'eau, l'électrification, les télécommunications fixes (la téléphonie mobile, quant à elle, est en expansion continue depuis des années) (figure 1). Ce sous-équipement pèse sur la croissance, handicape le développement des entreprises, renchérit les coûts des échanges commerciaux et bien sûr dégrade les conditions de vie des Africains.

UNE CAUSE ÉVIDENTE : LE SOUS-INVESTISSEMENT

Les plans d'investissement actuels en infrastructures pour les pays d'Afrique sont moins ambitieux que ceux prévus pour d'autres régions émergentes, notamment l'Asie (figure 2). Cela dure depuis des années et la situation risque de s'aggraver d'ici 2020. Selon un rapport McKinsey, les investissements dans les infrastructures prévus en Afrique entre 2012 et 2020 s'élèvent à environ 1 500 milliards de dollars.

DES AMÉLIORATIONS À PORTÉE DE MAIN

La situation pourrait sans aucun doute être améliorée : moins de la moitié des fonds engagés en 2013 pour les infrastructures ont été déboursés ; le taux de rendement des investissements directs étrangers en Afrique est le plus fort au monde, ce qui devrait attirer les entrepreneurs internationaux et ceux de l'Afrique elle-même ; dans certains domaines parallèles, comme la téléphonie mobile, l'Afrique est capable de progressions considérables en sautant toutes les étapes.

TÉLÉPHONIE MOBILE : LA CROISSANCE LA PLUS FORTE DU MONDE

L'accès au mobile en Afrique a connu un essor considérable depuis 10 ans et le taux de croissance annuel devrait se maintenir autour de 10 % d'ici 2020. Toutefois, la pénétration de la téléphonie mobile diminue fortement quand on arrive dans les zones rurales, ce qui est un handicap pour le développement de celles-ci. Quatre des trente plus grands marchés mondiaux les plus mûrs pour le paiement par téléphone mobile sont situés en Afrique, selon McKinsey.

LES CHIFFRES CLÉS

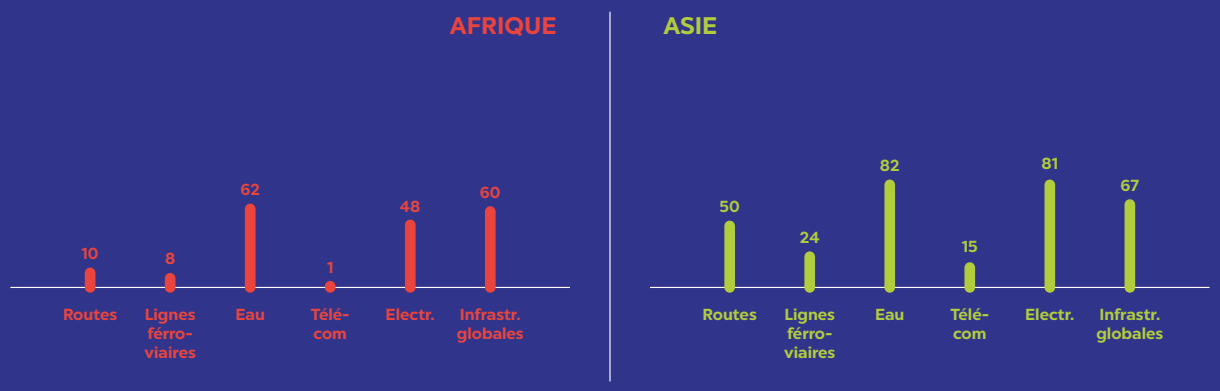
3,7 : le rapport entre les kilowattheure électriques consommés par personne dans les pays dits BRIC (Brésil, Russie Inde, Chine) et ceux consommés en Afrique.

4 À 6 FOIS : les coûts logistiques dus à la faiblesse des infrastructures sont 4 à 6 fois plus élevés en Afrique subsaharienne que dans d'autres pays émergents *(Source McKinsey).*

3,5 % : la contribution de la téléphonie mobile dans le PIB africain (56 Md$ environ).

30 % : la part des habitants de l'Afrique qui seraient prêts à essayer la banque mobile *(source McKinsey).*

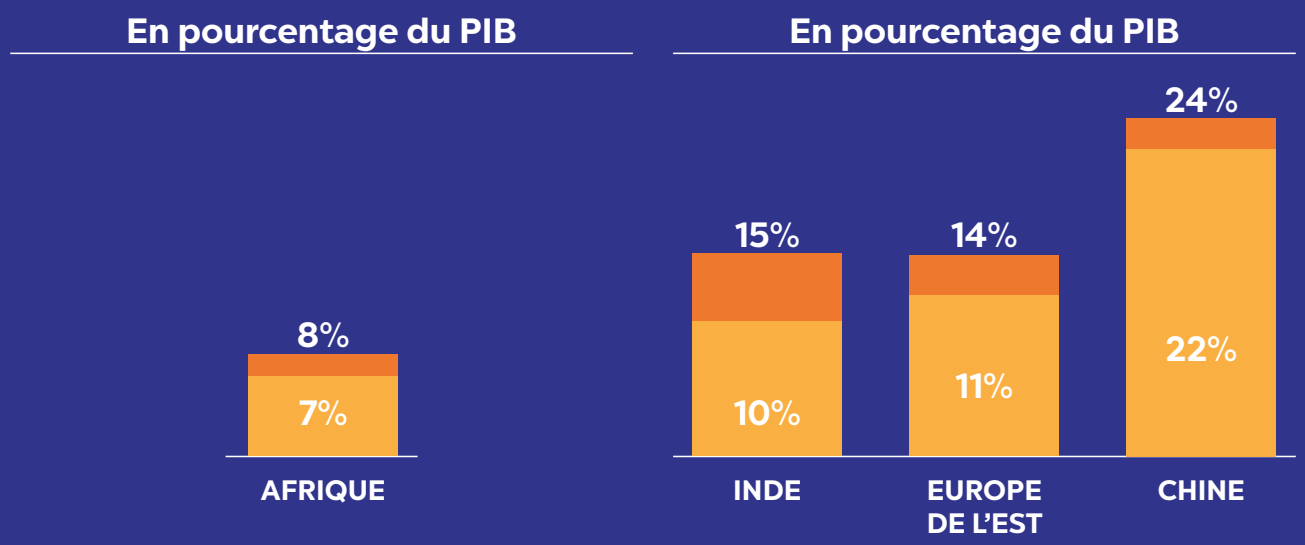
LE RETARD DES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE PAR RAPPORT À L'ASIE DE L'EST



Chiffres par rapport au pays le plus équipé noté à 100
(Telecoms : accès au haut débit fixe – hors téléphonie mobile)

Source Mc Kinsey

LA FAIBLESSE DES INVESTISSEMENTS



Source McKinsey

Dépenses annuelles dans les dépenses des infrastructures (en % sur PIB) – selon Plans 2010 (orange clair) et Plans 2020 (orange foncé)

TRANSSAHARIENNE

Projet qui s'étire d'Alger à Lagos (Nigéria) avec des axes secondaires vers la Tunisie, le Mali, le Niger et le Tchad, la Route Transsaharienne (RTS), longue de 9 400 km, est une véritable voie de l'intégration régionale. Une réalisation qui favorisera le désenclavement de nombreux territoires et un accroissement des échanges intra-africains.

LA RTS EN 2016

En Algérie, l'axe principal (2 400 km) et la voie vers la Tunisie sont réalisés à 100%. Les axes vers le Mali, le Niger et le Tchad sont à différents niveaux de réalisation. Le Niger va bientôt achever les 250 km le reliant à l'Algérie, avec le concours d'une entreprise privée algérienne. Restent les 700 km reliant le Mali à la frontière algérienne, les 400 km au Tchad et les 110 km en Algérie pour assurer la jonction entre l'autoroute Est-Ouest et la Transsaharienne.

UN FACTEUR D'ACCROISSEMENT DES ÉCHANGES

La présence d'infrastructures accompagnant le réseau routier constitue un facteur d'attractivité des territoires et peut motiver les choix d'investissements. En offrant un accès direct sur le futur grand port du Centre sur le site d'El Hamdania à Cherchell et celui de Djendjen via l'autoroute Est-Ouest, la RTS devrait permettre un accroissement des échanges vers la Méditerranée. Le Forum des chefs d'entreprise (FCE) d'Algérie a suggéré la création de deux zones franches à Tamanrasset et à Cherchell.

UN ACCÉLÉRATEUR DE DÉVELOPPEMENT

La RTS peut devenir un «accélérateur» de développement dans d'autres domaines, comme celui de la fibre optique sur l'épine dorsale de la RTS pour interconnecter l'Algérie, le Mali, le Niger et le Tchad. Elle améliorera le taux de pénétration de l'Internet. Le désenclavement des vastes territoires sahélo-sahariens recèle de grandes opportunités de croissance inclusive et de création d'emplois dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, de l'eau, des énergies solaire et éolienne ou de l'éco-tourisme saharien.

UN FINANCEMENT IMPLIQUANT DE NOMBREUX PARTENAIRES

L'enveloppe financière allouée par l'Algérie à ce méga-programme est estimée à plus de 3 milliards de dollars. Outre l'apport de la Banque africaine de Développement, la RTS bénéficie également du soutien de 6 autres bailleurs de fonds que sont la Banque islamique de développement (BID), la Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Fonds Koweitien, le Fonds de l'OPEP et le Fonds Saoudien.

LES CHIFFRES CLÉS

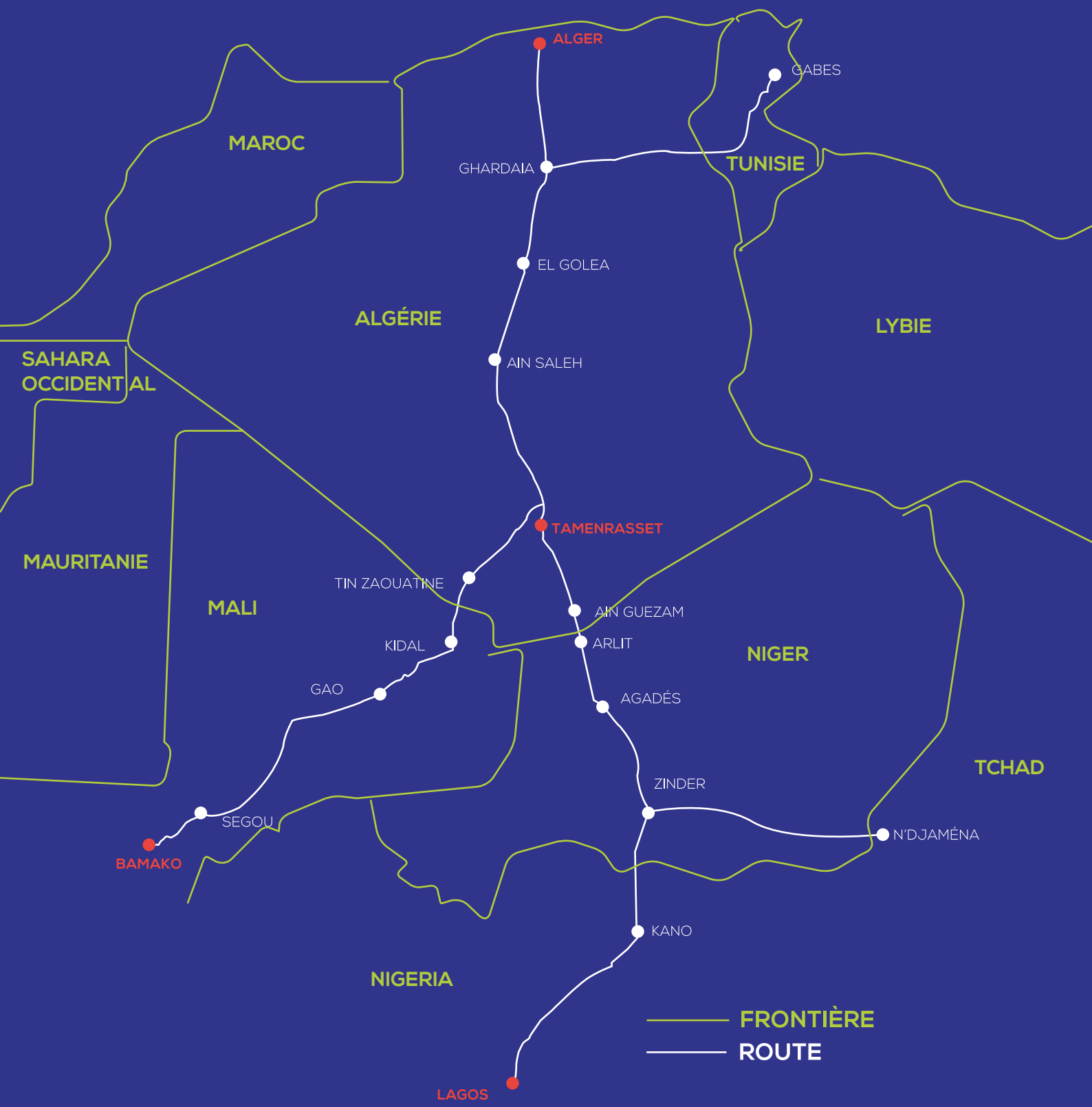
2 MOIS : le temps qu'il faut parfois pour le transport de marchandises entre Alger et Bamako, contre 7 à 10 jours une fois la RTS achevée *(source Ministre algérien des travaux publics).*

2018 : la date prévue d'achèvement de la RTS en Algérie.

16 : le nombre de pays africains qui bénéficieront du nouveau corridor de la RTS vers les ports de la Méditerranée via le réseau routier algérien *(Source BAD).*

400 MILLIONS : le nombre d'Africains, répartis sur plus de 6 millions de km^2, concernés par la RTS.

LES PAYS CONCERNÉS



ALGER - LAGOS : 4 600 KM
GABES - GHARDAÏA : 807 KM
TAMANRASSET - BAMAKO : 2 250 KM
TAMANRASSET - AGADÈS : 840 KM
ZENDER - N'DJAMÉNA : 1 300 KM

COMMERCE

Le commerce extérieur africain connaît depuis quelques années de profondes évolutions, avec une forte hausse des échanges avec la Chine et plus généralement du commerce Sud-Sud. Mais les échanges intra-africains restent faibles. Les zones franches sont vues comme un moyen de dynamiser les exportations et d'attirer les investissements directs étrangers.

L'AFRIQUE COMMERCE PEU AVEC ELLE-MÊME...

Le commerce intra-régional représente 12 % du commerce africain, avec des disparités très fortes entre sous-zones (figure 1). C'est un chiffre très faible si on le compare par exemple aux 61 % du commerce intra-européen (figure 2). Vers l'extérieur, l'Afrique commerce de moins en moins avec l'Europe et les États-Unis et de plus en plus avec la Chine. Le commerce Sud-Sud représente désormais la moitié du commerce extérieur africain.

UNE CARACTÉRISTIQUE DES 20 DERNIÈRES ANNÉES : L'ENVOL DES ZONES FRANCHES

Ayant pour objectif d'attirer des industries orientées vers l'exportation en leur offrant des conditions de libre-échange et un environnement réglementaire libéral, les zones franches (ZFE) prolifèrent dans le monde. Dans les 20 dernières années, leur nombre est passé de quelques centaines à plus de 3 500 ; elles emploient près de 70 millions de personnes. L'Afrique n'est pas restée en marge de cette dynamique mondiale : 35 pays sur 48 – un record - se sont dotés de plus de 150 ZFE (figure 3).

QU'EST CE QU'UNE ZONE FRANCHE ?

Le terme peut être défini comme un périmètre de taille variable, dans lequel les entreprises agréées sont soustraites au régime commun du pays d'installation, principalement dans les domaines douanier et fiscal. Les zones franches sont généralement situées près d'un port ou d'un aéroport international. La production de ces zones est très généralement exportée. La Chine va plus loin en théorisant la notion de « routes », maritimes ou terrestres, ponctuées de telles zones et dotées d'infrastructures.

LES AVANTAGES ESCOMPTÉS DES ZFE

Pour les pays accueillant des ZFE, les avantages concernent les gains en devises, la création d'emplois et l'augmentation des exportations, des transferts de technologie et des effets d'entraînement liés au savoir-faire acquis, ainsi que des investissements directs étrangers stimulant le développement et la diversification de l'industrie locale. Ces avantages ne sont pas garantis pour autant, selon l'OCDE, car les meilleurs résultats se trouvent généralement dans des pays où l'environnement des affaires est déjà favorable.

LES CHIFFRES CLÉS

21 % : la part du commerce intra-africain dans la zone australe du continent, contre 11 % pour l'Afrique de l'Ouest et... moins de 5 % pour les autres zones.

50 % : la part du commerce de l'Afrique subsaharienne avec l'Europe a été divisée par 2 pendant la période 1990 et 2013.

x9 : les exportations mondiales vers les pays en développement se sont élevés à 4 200 milliards en 2014 contre 487 milliards en 1995. Une multiplication par 9 !

133 : le nombre de pays dans le monde (sur un total de 192) qui se sont dotés de zones franches, comparé à 116 en 2002 et 25 en 1975 (Source BIT-ILO).

PART DU COMMERCE INTRA-RÉGIONAL PAR SOUS RÉGION EN AFRIQUE EN 2013

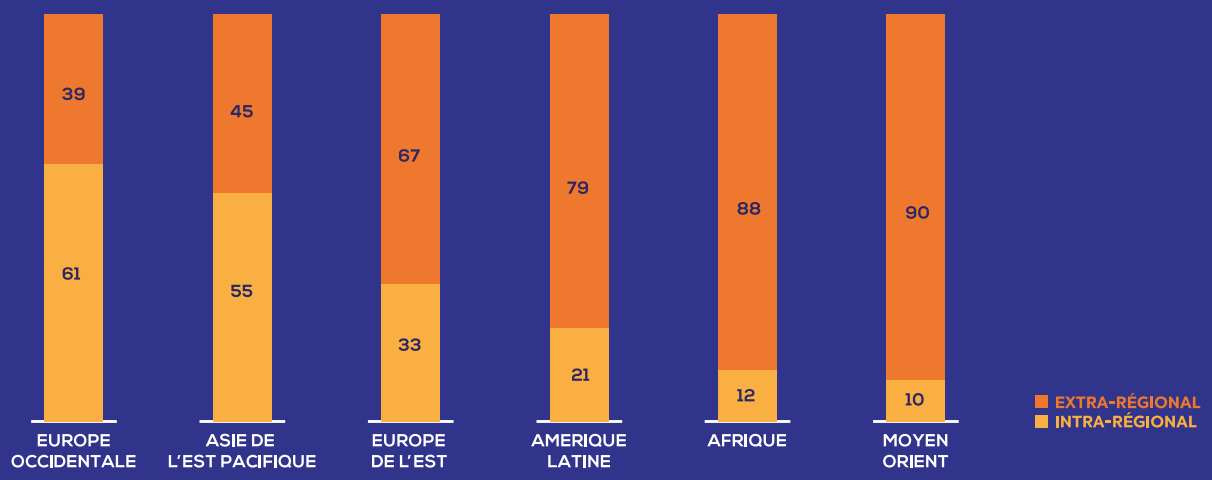
FIGURE 1

ZONE	PART DU COMMERCE INTRA-RÉGIONAL
COMESA : MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE	3%
CEDEAO : COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	11%
UMA : UNION DU MAGHREB ARABE	4%
CEEAC : COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE	2%
SADC : COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE	21%

Source FMI - Banque Mondiale - McKinsey

PART DU COMMERCE INTRA-RÉGIONAL PAR RÉGION DU MONDE EN 2013

FIGURE 2



Source FMI - Banque Mondiale - McKinsey

LES ZONES FRANCHES DANS LE MONDE

FIGURE 3

ZONE GÉOGRAPHIQUE	ESTIMATION DU NOMBRE DE TRVAILLEURS	NOMBRE DE ZONES
ASIE	55 741 147	900+
AMERIQUE CENTRAL&MEXIQUE	5 252 216	155
MOYEN ORIENT	1 043 597	50
AFRIQUE DU NORD	643 152	65
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	860 474	90
ÉTATS-UNIS	340 000	713
AMÉRIQUE DU SUD	459 825	43

Ils sont au Rendez-vous d'Alger

PRÈS DE 2 000 ACTEURS ÉCONOMIQUES… QUELQUES-UNS PARMI EUX SE PRÉSENTENT À VOUS

Groupe de la Banque Africaine de Développement

Données et chiffres

Année de création : 1963

Nombre d'employés : 2 200

37 bureaux nationaux

Président :
Akinwumi ADESINA (56 ans)

Adresse : Avenue Joseph Anoma 01 - BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire

Site web : afdb.org

CINQ GRANDES PRIORITÉS

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est la principale source de financements multilatéraux pour l'Afrique. Créée en 1963, la Banque a pour mission de promouvoir une croissance économique inclusive, contribuer à la réduction de la pauvreté, améliorer les conditions de vie des populations et de mobiliser les ressources pour le développement économique et social des 53 pays du continent africain. En un demi-siècle d'existence, le Groupe de la Banque a su mobiliser et investir plus de 100 milliards de dollars. Avec plus de 4 000 opérations, la Banque a transformé l'infrastructure du continent africain reliant les pays et les frontières. Ses projets ont également contribué à améliorer la qualité de l'éducation, accroitre la profondeur des secteurs financiers en pleine évolution en Afrique et donner à l'Afrique les moyens de soutenir sa concurrence sur des marchés de plus en plus globalisés.

La stratégie actuelle de la BAD définit cinq grandes priorités de développement pour l'institution qui sont les suivantes :

- **Éclairer et fournir de l'énergie à l'Afrique :** la BAD a lancé un Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique. Son 'objectif est d'aider le continent à garantir l'accès de tous à l'électricité d'ici à 2025, en s'employant particulièrement à encourager les solutions qui promeuvent l'énergie propre et renouvelable.

- **Nourrir l'Afrique :** la BAD a élaboré une Stratégie de transformation agricole à long terme, en aidant les pays à faible revenu à considérer le secteur comme une entreprise et le point de démarrage de l'industrialisation. La BAD financera des infrastructures régionales et améliorera le dialogue afin de lever les obstacles au commerce. Enfin, la BAD privilégiera les projets agricoles qui s'attaquent

aux inégalités hommes femmes dans toutes les chaînes de valeur agricoles.

- **Industrialiser l'Afrique :** à travers la priorité « Industrialiser l'Afrique », la Banque s'attaquera à un éventail de problèmes et encouragera la création de valeur, l'emploi formel et les acquis commerciaux positifs, notamment par le truchement du commerce régional et l'amélioration de la balance des paiements.

- **Intégrer l'Afrique :** la BAD entend avoir un rôle déterminant dans l'intégration régionale à travers le développement de marchés régionaux d'énergie, l'intermédiation, et la coordination de projets régionaux d'infrastructure mais aussi grâce à l'accroissement de ses investissements dans le développement infrastructurel. La BAD encourage les investissements transfrontaliers, la levée des barrières non tarifaires, l'harmonisation des codes d'investissement et d'ingénierie, et les normes d'assurance qualité et de certification.

- **Améliorer la qualité de vie des Africains :** la BAD continuera de promouvoir un environnement de développement humain favorable et de renforcer les institutions qui fournissent les services de base. La BAD mettra particulièrement l'accent sur la création d'emplois, ce pour quoi elle a élaboré une Stratégie d'emploi des jeunes en Afrique (JfYA) qui vise à créer 25 millions d'emplois et à former 32 millions de jeunes au cours des dix prochaines années.

LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE

Le Groupe de la BAD fonctionne par le biais de trois institutions liées, quoique autonomes financièrement. Celles-ci sont :

- La Banque africaine de développement (BAD) ;
- Le Fonds africain de développement (FAD) ;
- Le Fonds spécial du Nigeria (FSN).

La BAD est l'organisation mère du Groupe de la Banque, comprenant 79 pays membres, dont 53 membres régionaux et 26 pays non régionaux. Ensemble, les 79 membres souscrivent au capital de l'institution qui se chiffrait, en décembre 2014, à près de 90,5 milliards de dollars. La souscription à ce capital est répartie entre les membres régionaux (60 %) et non régionaux (40 %). Au guichet BAD, la Banque utilise les ressources fournies par ses actionnaires comme base pour ses emprunts sur les marchés financiers, et ensuite rétrocède les fonds ainsi empruntés aux pays membres admissibles.

Le Fonds africain de développement (FAD), guichet concessionnel du Groupe de la Banque, a été établi en novembre 1972, par la BAD et 13 pays non régionaux (États participants). Les ressources FAD sont constituées de prêts à des conditions concessionnelles et de dons pour le financement de projets et de programmes. Les prêts FAD sont sans intérêt, remboursables sur 40 ans et assortis de commissions de service minimales. Les ressources du FAD sont reconstituées par les 26 pays donateurs tous les trois ans.

Le Fonds spécial du Nigeria (FSN) accompagne les projets de développement en faveur des membres les plus pauvres de la Banque. Créé en 1976, le FSN est administré par la Banque au nom du gouvernement du Nigeria, et ses actifs et ressources ne sont pas regroupés avec ceux de la BAD ou du FAD.

La BAD entend devenir la principale institution du savoir en Afrique en renforçant son rôle de principal agent de changement sur le front du développement socio-économique durable en Afrique. La BAD a entrepris des réformes visant à renforcer sa capacité analytique, à créer des partenariats et à accroître la collaboration avec les universités, les réseaux de réflexion et d'autres institutions extérieures pertinentes. La BAD continuera également de renforcer la diffusion et le partage du savoir.

Groupe ETRHB-HADDAD

Données et chiffres

1988 : naissance d'une SARL familiale

2004 : un groupe aux activités multiples
- Secteur BTPH : travaux routiers, hydraulique, ferroviaire, développement portuaire et aéroportuaire, bâtiment et promotion immobilière.
- Carrieres pour production d'agrégats.
- Secteur industriel : fabrication de tuyaux en BPAT et acier, charpente métallique et chaudronnerie, traverses de chemin de fer, production de ciment et transformation
- Bitumes et Pétroles Haddaad : transformation et commercialisation des bitumes.
- Secteur touristique : Hôtels (Azeffoun, Azazga...) et développement de zones touristiques (Ain Benian, Azeffoun, Boumerdes...)
- CIALFARM : industrie pharmaceutique et équipements médicaux (+ JV avec VARIAN)
- Media Temps Nouveau : Dzair Tv Dzair News, Le temps d'Algerie, Wakt El Djazair
- SAVEM : Concession Automobile (Toyota, Great Wall) et Véhicule lourd (ASTRA)
- BERHTO : Etudes
- EGM : Formation en génie mécanique
- Sport : club de football USM Alger

UN SENS DE L'ENTREPRISE, UNE VISION PRAGMATIQUE

Avec ses activités dans les travaux publics, le bâtiment, le maritime, l'hydraulique et d'autres secteurs, le Groupe ETRHB HADDAD poursuit une politique de développement qui le place parmi les agents économiques et entreprises les plus performants que compte le pays depuis une vingtaine d'années.

Le Groupe, créé en 1987 par la famille Haddad, signe des réalisations d'envergure, qui servent l'intérêt public et national. Certaines sont de portée stratégique pour la mise en valeur des régions et des territoires où elles sont implantées, notamment dans les agglomérations urbaines et répondent aux besoins vitaux de mobilité, de circulation des biens et des personnes et d'échanges économiques.

- **Les routes et les autoroutes** que l'ETRHB construit modernisent et densifient le réseau national des transports.

- **Le rail** dont il étend les lignes renforce la toile ferroviaire, en particulier dans les Hauts-Plateaux, où les chemins de fer sont un facteur de désenclavement et de développement des zones les plus reculées du pays.

- **Les aménagements** d'espaces portuaires, ceux de la pêche notamment, concilient géographie du littoral, ressources économiques et développement d'un secteur d'activité qui nécessite d'importants investissements.

- **L'hydraulique,** dans lequel le Groupe s'est fortement investi durant ces dernières années en développant des partenariats ambitieux avec des champions mondiaux de la filière et en maîtrisant des industries ainsi que des technologies autrefois importées, lui permet de contribuer progressivement, mais efficacement aux politiques agricoles de l'Etat et à l'approvisionnement des populations en eau potable.

Ainsi, en une vingtaine d'années, l'ETRHB HADDAD est devenu un Groupe de sociétés qui contribue fortement aux efforts de développement économique de l'Algérie et à l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens. Ce processus de diversification leur a permis de s'approprier les meilleures pratiques managériales et les techniques innovantes qui lui permettent de bâtir des constructions de qualité et respectueuses de l'environnement.

L'expérience que le Groupe a capitalisée au fil des années en a fait un partenaire, aussi bien des pouvoirs publics algériens, que des grandes entreprises étrangères avec lesquelles il développe des relations de coopération équilibrées. Ainsi, et afin de répondre aux exigences de gestion moderne, le Groupe a mis en place, dans le cadre de sa stratégie globale de management, une politique de formation basée sur l'initiation, ainsi que sur la qualification continue de ses différents personnels, tant dans les métiers traditionnels que dans ceux les plus techniquement sophistiqués. Des cycles de formation et de perfectionnement sont organisés à tous les niveaux et tout au long de l'année à travers des organismes et des consultants reconnus.

NOS PRINCIPALES ACTIVITÉS

Travaux Publics

La réalisation des travaux routiers et autoroutiers - notamment plusieurs tronçons de l'autoroute Est-Ouest - constitue le métier de base de l'entreprise depuis 1988. Pour le renforcer, elle a investi dans des créneaux porteurs tels que la transformation et la commercialisation des bitumes, les études et la maîtrise d'œuvre, la promotion immobilière et le tourisme, la production d'agrégats, ainsi que la fabrication de tuyaux et de traverses ferroviaires. L'expérience capitalisée dans les travaux de revêtement des routes et autoroutes ainsi que des voies express, a fait du Groupe ETRHB HADDAD un leader incontesté du domaine en Algérie.

Travaux Maritimes

En 2001, le Groupe ETRHB Haddad à intégré l'activité dans les infrastructures maritimes. Il intervient dans la réalisation de nouveaux ports de pêche et ports commerciaux, dans l'aménagement et l'extension d'infrastructures existantes. Il assure aussi les travaux de protection de ports de pêche et sites de rivages menacés par l'érosion.

Travaux Bâtiments

La Direction de la promotion immobilière est créée en mars 2011. Elle est rattachée à la SPA Housing Construction HADDAD, filiale du groupe. Elle assure la commercialisation et la gestion et la mise en vente des logements, services et locaux commerciaux. Elle prend aussi en charge l'étude, l'approbation et la validation du contrat de réservation type à discuter avec le notaire.

Travaux Hydrauliques

Le Groupe est présent dedans les projets de travaux hydrauliques urbains et agricoles avec l'exécution de projets d'alimentation en eau potable ou d'assainissement avec la pose de conduites, installation de stations de pompage, et construction de réservoirs. ETRHB a lancé ses premiers travaux en 2005 avec le Mega projet MAO (Mostaganem-Arzew-Oran) pour l'alimentation en eau potable de la région de l'Ouest. Il a conduit le projet d'alimentation en eau potable à partir du barrage de Tichy Haf à Bejaia. Vient ensuite le projet El Harrach Douéra en 2006 dans la région centre. Le Groupe a entamé en 2009 un projet de grande envergure dans la région de Tlemcen (projet Tafsout Honaine

Autres Activités

Transports - Tourisme et Hôtellerie - Activités de soutien logistiques - Activités sportives.

Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)

Données et chiffres

Institution financière détenue par 19 États de la Ligue des États Arabes

Création : 1974

Capital : 4,2 milliards de dollars

Siège : Khartoum (Soudan)

18 pays au capital : Jordanie, Émirats arabes unis, Bahreïn, Tunisie, Algérie, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Iraq, Oman, État de Palestine, Qatar, Koweït, Liban, Libye, Égypte, Maroc et Mauritanie.

POUR LA SOLIDARITÉ ARABO-AFRICAINE

La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) a été créée conformément à la résolution de la 6ème Conférence du Sommet Arabe, tenue à Alger le 28 novembre 1973. Elle a commencé son activité financière en mars 1975.

La BADEA est une institution financière internationale autonome détenue par 18 États membres de la Ligue des États Arabes (LEA). Elle est dotée de la personnalité juridique internationale entière et de l'autonomie administrative et financière.

La BADEA vise à contribuer au développement de la coopération économique, financière et technique entre les pays africains et le monde arabe, concrétisant ainsi la solidarité arabo-africaine basée sur l'égalité et l'amitié.

Les pays éligibles aux financements de la BADEA sont les pays de l'Afrique subsaharienne non membres de la Ligue des États Arabes et membres de l'Union Africaine. Ils sont au nombre de 44 États.

Les interventions de la BADEA dans les pays bénéficiaires se présentent sous trois formes :

1) L'allocation de prêts pour financer les projets de développement,

2) Le financement d'opérations d'assistance technique sous forme de dons non-remboursables.

3) Le financement des exportations arabes vers les pays africains (la BADEA a mis en place un programme spécial à cet effet).

La Banque, depuis sa création, n'a cessé d'accorder une importance particulière au secteur privé et ce, en raison du rôle qu'il joue dans le développement économique des pays africains bénéficiaires de son aide.

Le nombre de prêts alloués au secteur privé durant la période 1975-2014 a atteint 45 (dont 34 lignes de crédit). Le reste étant attribué aux Gouvernements pour le financement de projets du secteur privé. Ces prêts ont totalisé des engagements nets de 116,931 millions de dollars et ont bénéficié à de petits projets dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du développement rural, du transport et de la micro-finance. Par ailleurs, la Banque a financé plusieurs études de faisabilité ayant abouti à des projets pouvant être financés par le secteur privé.

Banque Islamique de Développement (BID)

FOURNIR DES RESSOURCES, COMBATTRE LA PAUVRETÉ, REDONNER DE LA DIGNITÉ

La Banque Islamique de Développement est une institution financière internationale qui vise à favoriser le développement économique et le progrès social de ses pays membres conformément aux principes de la Charia. La Banque a pour fonctions de prendre des participations et d'octroyer des prêts pour les projets et entreprises de production, en plus de fournir une assistance financière (www.isdb.org).

Institutions membres du groupe « DIB »

Institut Islamique de Recherche et de Formation « IIRF »

L'IIRF a pour rôle clé de transformer le Groupe de la BID en une organisation fondée sur les connaissances. Sa mission consiste donc à jouer un rôle prépondérant dans le développement d'une industrie des services financiers islamiques dynamique, complète et de nature à appuyer le développement socioéconomique des pays membres (www.irti.org).

Société Islamique pour l'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation « SIACE »

La SIACE a été créée dans le but d'améliorer la portée des transactions commerciales des pays membres, de faciliter leurs flux d'investissements étrangers directs et de fournir des facilités de réassurance à leurs Agences Nationales du Crédit à l'Exportation (ACE). La SIACE fournit des instruments appropriés compatibles avec la Charia pour l'assurance et la réassurance contre le risque-crédit et le risque politique (www.iciec.com).

Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé « SID »

La SID fournit des financements par actions et par emprunt, ainsi que des services conseil financiers en accord avec les principes bancaires et financiers islamiques. Les projets financés par la SID sont sélectionnés en fonction de leur contribution au développement économique (www.icd-ps.org).

Société Islamique Internationale de Financement du Commerce « SIFC »

La SIFC a été créée pour consolider les activités de financement du commerce qui, autrefois, étaient entreprises par diverses entités du Groupe de la BID. La SIFC vise à promouvoir les objectifs de développement de la BID à travers ses deux principaux piliers: le financement du commerce et la promotion du commerce, afin de concrétiser sa vision pour « l'avancement du commerce et l'amélioration des conditions de vie » (www.itfc-idb.org).

Le Forum d'Affaires (THIQAH) du Groupe de la BID vise à offrir une plateforme unique et innovante pour le dialogue, la coopération et le partenariat inclusif entre les chefs d'entreprise désireux de saisir en partenariat des opportunités d'investissement prometteuses. THIQAH ambitionne de devenir la principale plateforme pour chefs d'entreprise du Groupe de la BID pour servir le secteur privé dans les pays membres et décupler le nombre de projets d'investissement réussis. À travers son double rôle de facilitateur et catalyseur, THIQAH cherche à tirer parti des ressources du Groupe de la BID pour offrir les services et l'assurance nécessaires aux investisseurs dans les pays membres.

THIQAH a pour mission de nouer des partenariats stratégiques avec les leaders du secteur privé afin de tirer profit de leur expertise et leur savoir-faire, d'une part, et de créer une synergie avec les entités du Groupe de la BID, d'autre part. L'objectif principal est d'optimiser les investissements transfrontaliers entres les pays membres du Groupe de la BID en mettant à profit les produits et services financiers du Groupe de la BID (www.idbgbf.org).

Sonatrach

SONATRACH est la compagnie nationale algérienne de recherche, d'exploitation, de transport par canalisations, de transformation et de commercialisation des hydrocarbures et de leurs dérivées. Elle a pour missions de valoriser de façon optimale les ressources nationales d'hydrocarbures et de créer des richesses au service du développement économique et social du pays.

Compagnie pétrolière intégrée, SONATRACH est un acteur majeur dans le domaine du pétrole et du gaz. Ce qui la place, aujourd'hui, première compagnie d'hydrocarbures en Afrique et en Méditerranée. Elle exerce ses activités dans quatre principaux domaines l'Amont, l'Aval, le Transport par Canalisations et la Commercialisation. Elle est présente dans plusieurs projets avec différents partenaires en Afrique, en Amérique Latine et en Europe.

SONATRACH s'est adaptée au nouvel environnement économique mondial en diversifiant ses activités. Et a, par conséquent, investit d'autres créneaux économiques notamment la génération électrique, l'eau, le transport aérien et maritime.

Aujourd'hui, SONATRACH s'affirme non seulement comme un Groupe international à vocation pétrolière et gazière, mais aussi comme une compagnie solidaire, responsable et citoyenne.

Elle s'est engagée en faveur du développement économique, social et culturel des populations. Elle s'est également fixée des priorités incontournables en matière de HSE et s'est impliquée résolument dans la protection de l'environnement et la préservation des écosystèmes.

Algérie Télécom

Création : 2002

Nombre d'employés : 20 288

Capital social : 61 275 180 000 DA

Nombre de filiales : 5

Chiffre d'affaires : 93 milliards DA

PDG : Tayeb KEBBAL (54 ans)

Contact :
contact@algerietelecom.dz

Site web : https://algerietelecom.dz

Mobilis

Création : 2003

Nombre d'employés : 5 300

Capital social : 25 MD dinars

Chiffre d'affaires : + 1,1 milliard USD

Nombre de succursales : 176 agences

PDG : Ahmed CHOUDAR

Contact :
relationclients.entreprise@mobilis.dz

Site web : www.mobilis.dz

Divona
SLC Smart Link Communication

Données et chiffres

Divona

Création : 2004

Nombre d'employés : 60

Capital social : 35 000 000 DA

Chiffre d'affaires : 1 171 MDA

PDG : Karim CHERFAOUI (38 ans)

Contact :
m.medjkoune@divona.dz

Site web : www.divona.dz

SLC

Création : 2001

Nombre d'employés : 160

Capital social : 714 600 000 DA

Chiffre d'affaires : 2 423 MDA

PDG : Lotfi NEZZAR (43 ans)

Contact :
m.medjkoune@divona.dz

Site web : www.slc.dz

Les deux sociétés sœurs SLC et Divona, partageant le même actionnariat et évoluant dans des domaines distincts des télécommunications, ont décidé de joindre leurs efforts en 2014 afin de compléter l'offre des services de télécommunications en Algérie et de contribuer à l'essor du continent.

Capitalisant sur la complémentarité de leurs moyens humains, financiers et techniques, et renforcé par des références internationales significatives, elles sont capables d'accompagner avec efficacité tout besoin de communication intercontinentale de ou vers l'Afrique.

DIVONA SPA

Fondée en 2004, Divona est un opérateur de télécommunications détenteur d'une licence VSAT et est l'un des leaders en matière de solutions de communication disposant d'une très large couverture satellitaire de l'Afrique, l'Europe, l'Asie et le Moyen Orient pour la fourniture d'Internet, de la téléphonie, de réseaux privés nationaux et internationaux.

Divona fourni des services de haute disponibilité, évolutifs et robustes :
- Solution de communication Triple-play (Voice, Data, Video) et Haut Débit Internet
- Services et Réseaux "managés" et sécurisés
- Services de communication sur-mesure adaptés aux métiers de : Oil & Gas, Industrie, Média and Finances (banques et assurances).
- Services de hautes performances Opérateur de Télécommunications
- Liaisons louées nationales et internationales, point-à-point et point-à-multipoint, interopérables avec une large choix de technologies.

SLC

Smart link Communication "SLC" dispose du réseau large bande sans fil le plus large d'Algérie. Elle exploite depuis 2003 le 1er réseau WiMax d'Afrique du Nord et a construit un réseau MPLS atteignant l'Europe, l'Asie, le Moyen Orient et l'Amérique.

SLC, fournit tout type de solution de communications sans-fil de haute performance, et plus particulièrement :
- Solution de communication Triple-play (Voice, Data, Video) et Haut Débit Internet
- Liens MPLS Internationaux redondés
- Services et Réseaux "managés" et sécurisés
- Services de communication sur-mesure adaptés aux métiers de : Oil & Gas, Industrie, Média et Finances (banques et assurances).

Djezzy

Données et chiffres

Nombre d'employés : 3 669

Capital social :
164 002 000 000 DA

Chiffre d'affaires :
127 551 684 395,70 DA

Nombre de succursales : 90

PDG : Vincenzo NESCI

Téléphone : +213 77 08 50 000

Site web : www.djezzy.com

Djezzy, opérateur de télécommunications algérien, a été créé en juillet 2001. Leader dans le domaine de la téléphonie mobile, avec plus de 16,5 millions d'abonnés au mois de décembre 2015, l'entreprise fournit une vaste gamme de services tels que le prépayé, le post-payé, le data ainsi que les services à valeur ajoutée et le Service Universel de Télécommunications (SUT). En janvier 2015, le Fonds national d'Investissement (FNI) prend le contrôle de 51 % du capital de la société alors que le partenaire étranger, le groupe Vimpelcom, garde la responsabilité du management de l'entreprise.

BDL – Banque de développement local

Banque publique des particuliers, des professions libérales et des ménages

Création : 1985

Capital social :
36,8 milliards de dinars

Nombre d'employés :
plus de 4 000

Nombre de succursales : 18

PDG : Mohamed KRIM (50 ans)

Contact : dcr@bdl.dz

Site web : www.bdl.dz

Crédit populaire d'Algérie

Entreprise Publique Économique

Création : 1966

Capital social : 48 milliards de dinars

28 filiales et 142 agences

Chiffre d'affaires :
70,7 milliards de dinars

Nombre d'employés : 3 593

PDG : Omar BOUDIEB (60 ans)

Site web : www.cpa-bank.dz

Banque nationale d'Algérie

Création : 1966

Nombre d'employés : plus de 5 000

Capital social :
41,6 milliards de dinars

Nombre de filiales et participations :
21 en Algérie et 6 à l'étranger

211 agences et 17 directions régionales d'exploitation

PDG : Achour ABBOUD

Contact : n.ouheb@bna.dz
dmc@bna.dz

Site web : www.bna.dz

Banque extérieure d'Algérie

Création : 1967

Nombre d'employés : 3 337

Capital social :
150 milliards de dinars

Chiffre d'affaires :
72,3 milliards de dinars

Nombre de filiales : 29

Nombre de succursales : 11

PDG : Said KESSASRA

Contact : h.tabti@bea.dz

Site web : www.bea.dz

BADR - Banque de l'Agriculture et du Développement rural

Institution financière nationale

Création : 1982

29 filiales

Capital social : 33 milliards de dinars

PDG : Boualem DJEBBAR

Contact : contact@badr-bank.dz

Site web : www.badr-bank.dz

CNEP Banque - Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance-Banque

Création : 1964

Capital social :
46 milliards de dinars

Nombre d'employés : 4 850

217 agences bancaires

PDG : Rachid METREF

Contact :
infos@cnepbanque.dz

Site web : www.cnepbanque.dz

CAAT – Compagnie Algérienne des Assurances

Données et chiffres

Création : 1985

1 704 employés

Capital social :
16 milliards de dinars

Actionnaire unique : l'État

Filiale :
Taamine Life Algérie (TALA)

PDG : Youcef BENMICIA

Site web : www.caat.dz

La Compagnie Algérienne des Assurances (CAAT) est une entreprise publique d'assurance (EPE), société par actions, dont l'actionnaire unique est l'État algérien. Elle a été créée à la faveur de la restructuration du secteur des assurances pour pratiquer les assurances liées aux transports.

Après les réformes, la Compagnie a opéré en 2011 une reconversion d'« entreprise généraliste » en entreprise spécialisée en assurances de dommages. Cette refonte du dispositif juridique a amené la CAAT a créer sa filiale spécialisée en assurances de personnes « Taamine Life Algérie-TALA », en partenariat avec la Banque Extérieure d'Algérie et le Fonds National d'Investissement.

La CAAT a développé des actions de partenariat avec des institutions de haut niveau à l'international, et notamment en Afrique à l'exemple de sa relation avec AFRICA RE, premier réassureur du continent. Dans le cadre de ce partenariat, la CAAT a effectué différents placements en risques industriels et transports. La CAAT est actionnaire de cette grande compagnie africaine à hauteur de 522 millions de dinars.

La CAAT innove avec le lancement de packs et de nouvelles garanties en direction des particuliers et des professionnels et l'élaboration de produits spécifiques répondant, ainsi, aux besoins des grandes entreprises. L'usage des technologies de l'information et de la communication constitue le socle de la stratégie de développement de l'entreprise pour être au standard international.

CCR - Compagnie centrale de réassurance

Données et chiffres

Création : 1973

Capital social :
22 milliards de dinars

Actionnaire unique : l'État

Chiffre d'affaires :
25,3 milliards de dinars

91 employés

PDG : Hadj Mohamed SEBA
(52 ans)

Contact : contact@ccr.dz

Site web : www.ccrdz.com

L'AFRIQUE, PREMIÈRE CIBLE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

La CCR propose ses capacités dans diverses branches de réassurance à sa clientèle nationale et internationale. La CCR centralise aussi l'assurance contre les effets des catastrophes naturelles, sous la garantie de l'État, en réassurant l'ensemble des sociétés d'assurance du marché algérien.

La CCR réalise environ 10% de son chiffre d'affaires à l'international, son ambition est d'arriver à atteindre le niveau de 15% à moyen terme. La Zone Afrique et Monde Arabe constitue la première zone de développement de ses activités internationales : elle y puise plus de 55% de son chiffre d'affaires international. En 2015, la CCR a réalisé environ 20% de ses activités internationales avec le marché africain (soit environ 400 millions DA).

Au plan International, la CCR dispose de participations dans le capital de la Société Africaine de Réassurance – AFRICA-RE (Lagos Nigeria), de la Société Arabe de Réassurance – ARAB-RE (Beyrouth-Liban), et est membre actif du Syndicat Arabe des Risques de Guerre (AWRIS) à Bahreïn. Grâce à son poids et à la qualité de ses relations, la CCR est aujourd'hui dans toutes les instances exécutives aussi bien arabes, africaines qu'asiatiques qui régissent la réassurance dans ces continents. Elle est présente dans les Comités Techniques des Pools de réassurance (Pool Arabe Marine et Non Marine, Pool Africain Aviation et Incendie, Pools Asiatiques Non Marine et Aviation) et est membre actif du Conseil Exécutif de la Fédération Afro-Asiatique des Sociétés d'Assurances et de Réassurance (FAIR).

La Zone Afrique constitue la première cible de développement des activités internationales de la CCR. En effet, l'Afrique constitue pour la CCR un marché naturel, dans lequel des relations de travail de longue date sont établies sur la base de la confiance et de relations gagnant-gageant.

Les leviers essentiels du développement de notre activité au niveau du continent africain sont principalement liés aux barrières à l'entrée de certains marchés (exigences imposées par les régulateurs), en plus de l'efficacité du système bancaire et le développement des systèmes de télécommunication.

Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance

Données et chiffres

Création : 1963

1 891 employés

Capital social :
17 milliards de dinars

Chiffre d'affaires :
16,6 milliards de dinars

5 succursales

Filiale : CARAAMA Assurance

PDG : Brahim Djamel KASSALI

Site web : www.caar.dz

DÉVELOPPER DES PARTENARIATS EN AFRIQUE

Créée en 1963, la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance CAAR est la doyenne des sociétés d'assurance en Algérie. La CAAR est une société d'assurance publique multi-branches qui pratique toutes les opérations d'assurance, y compris la réassurance pour laquelle elle traite avec les principaux réassureurs mondiaux, notamment la société africaine de réassurance AfricaRe, dont elle est actionnaire. Cette coopération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Compagnie, qui vise à développer des partenariats étrangers et particulièrement en Afrique dans le but de renforcer son savoir-faire et d'accroître son expertise internationale.

Dans le cadre de sa stratégie de modernisation, la CAAR a mis en place une démarche basée sur l'exploitation intensive des TIC, ce qui favorise une meilleure gestion de l'information. La Compagnie à travers son portail web propose des devis en ligne, offrant ainsi un service de proximité qui répond aux nouvelles attentes des clients.

La CAAR propose, via son réseau de distribution, la possibilité aux assurés de payer par carte interbancaire CIB, les différents produits commercialisés par la Compagnie. Cette solution innovante de paiement électronique fait partie d'un ensemble de services que la compagnie compte développer davantage. Témoin de cette démarche d'innovation, le lancement prochain, par la CAAR du paiement en ligne.

La conception de produits s'appuyant sur le digital, à travers l'utilisation de nouveaux canaux de distribution numériques, procure pour les acteurs du marché une plus grande accessibilité aux services d'assurance, et permet ainsi de vulgariser efficacement et plus rapidement une réelle culture de prévention.

D'autre part, la CAAR améliore de façon constante la gestion de sa ressource humaine. La formation et la mise à niveau du personnel constituent des facteurs de performance qui permettent à la compagnie de renforcer sur le secteur assurantiel, sa qualité de service. Le système de gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) mis en place par la CAAR permet de recenser les talents, existants ou faisant défaut, pour anticiper les besoins de la compagnie.

SAA Assurances

Société nationale d'assurance

Données et chiffres

Création : 1963

4 400 employés

Capital social :
20 milliards de dinars

Chiffre d'affaires :
28 milliards de dinars

10 filiales et participations

15 succursales

Président : Nacer SAIS (52 ans)

Site web : www.saa.dz

Contact : pdg@saa.dz

DÉVELOPPEMENT VERS L'INDUSTRIE, L'AGRICULTURE, LE TRANSPORT

La société nationale d'assurance, la SAA, est l'une des sociétés d'assurance publiques activant sur le marché depuis plus de cinquante années.

Spécialisée durant de longues années dans la couverture des risques simples et des particuliers, la société s'emploie à présent à diversifier son portefeuille d'affaires et de développer les assurances s'adressant à des segments de marchés nouveaux tels que l'industrie, l'agriculture et le transport.

La SAA occupe la première position au sein du marché des assurances et cela sur plusieurs plans : chiffre d'affaires, fonds propres, rentabilité et réseau de distribution.

Au plan de la réassurance, elle s'efforce d'entretenir des relations d'affaires avec les principaux réassureurs et à développer un partenariat gagnant-gagnant.

La société met en œuvre depuis l'an dernier un vaste programme visant à moderniser sa gestion en s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information.

En termes de produits, la SAA entend diversifier davantage son offre d'assurance et l'adapter aux besoins de sa nombreuse clientèle. Comme elle s'emploie à travailler sur les risques émergents tels que les cyber-risques et les risques liés aux énergies renouvelables, pour être au rendez-vous et pouvoir satisfaire toute demande d'assurance nouvelle en rapport avec ses domaines.

La SAA déménagera d'ici début de l'an prochain vers son nouveau siège situé à Bab Ezzouar, qui réunit toutes les conditions de confort et de modernité à même de permettre un meilleur service à ses assurés et d'aider ses employés à donner le meilleur d'eux-mêmes.

Groupe Benamor

Données et chiffres

Secteur agro-alimentaire : transformation de céréales (semoule, pâtes et couscous), conserveries (concentré de tomates, harissa, confitures, aides culinaires

Logistiques : stockage, transport des céréales

Promotion immobilière

Capital social :
1,5 milliard de dinars

Chiffre d'affaires :
30 milliards de dinars

PDG : Mohammed Laïd BENAMOR

2 000 collaborateurs

8 unités de production

2 moulins de blé dur

Téléphone : + 213 37 13 62 42
Fax : +213 37 13 65 65

Contact : import.export@amorbenamor.com
www.amorbenamor.com

NOTRE VISION

Bâtir un Groupe de référence à portée internationale, performant et innovant, proche et attentif aux besoins des consommateurs et engagé à contribuer au développement du pays.

Notre groupe est l'aboutissement d'un engagement entrepreneurial qui se nourrit de l'élan donné par son fondateur Amor Benamor. En trente ans d'expérience, le chemin parcouru par notre entreprise, a permis de poser le socle d'un Groupe solide. Notre ambition est de continuer à progresser sur le marché national et de développer notre présence sur le marché international.

Notre métier historique est la transformation de la tomate d'industrie. Grâce à un outil industriel de pointe, une matière première de qualité, mais aussi et surtout un partenariat gagnant-gagnant et des relations de proximité avec tous les maillons de la chaine d'approvisionnement, nous sommes devenus les leaders sur ce secteur.

Plusieurs projets de développement sont inscrits à courts et moyens termes . Ils 'agit notamment de production de nouilles, pains précuits etviennoiseries ainsi qu'une offre de café de haute qualité.

Notre Groupe opère principalement dans le secteur agro-alimentaire mais ilest également présent dans le développement agricole, le stockage et le transport des céréales, la promotion immobilière et bientôt dans lafabrication des emballages.

LES CLÉS DE NOTRE RÉUSSITE

- l'adoption d'une approche partenariale avec les acteurs, en intervenant directement dans l'amont agricole pour contribuer au financement et au développement des différentes filières ;
- un engagement de responsabilité sociale et sociétale qui nous rapproche de nos partenaires, conforte notre ancrage dans notre environnement et confirme notre conviction que la réussite est une œuvre collective.

GICA (Groupe industriel des ciments d'Algérie)

Données et chiffres

Secteur : matériaux de construction (ciment, granulats et béton)

Création : 2009

Nombre d'employés : 11 309

100 succursales

21 filiales

Chiffre d'affaires : 80 milliards de dinars

PDG : Rabah GUESSOUM (49 ans)

Site web : www.gica.dz

UNE VISION STRATÉGIQUE À L'HORIZON 2020

Groupe industriel des ciments d'Algérie est une société par actions au capital social détenu en totalité par l'État. Son objectif est de satisfaire la demande nationale en ciment et autres produits nécessaires à la construction (variétés de ciments, granulats, béton prêt à l'emploi et solutions constructives) et de réussir son insertion sur les marchés internationaux, notamment en Afrique subsaharienne.

Le Groupe GICA est structuré autour d'une société mère et de 21 sociétés filiales (cimenteries, production de granulats, distribution des matériaux de construction, sociétés de maintenance industrielle, société d'études et d'ingénierie, centre de formation de l'industrie des ciments, société de sécurité et service).

Le programme de développement actualisé du Groupe GICA vise une capacité additionnelle globale de 8,5 millions de tonnes de ciment par an et des développements dans les filières granulats et bétons prêts à l'emploi.

Dans sa vision stratégique à l'horizon 2020, le Groupe GICA a axé sa politique sur diverses options, comme la diversification de sa gamme de produits, son positionnement à l'international et des actions dans la recherche, la technologie, la formation, l'environnement :

- la modernisation du centre de formation de l'industrie des matériaux de construction (CFIC) ;
- la signature d'une convention-cadre avec la Direction générale de la recherche scientifique ;
- l'accord de coopération entre l'université et l'industrie ;
- l'accord avec l'APRUE pour l'efficacité énergétique ;
- la réduction de la consommation d'eau industrielle par la remise en état des stations des eaux usées, installées au niveau des usines.

FADERCO

Données et chiffres

Secteur : produits d'hygiène corporelle

Création : 1986

Plus de 1 600 employés

3 sites de production à Alger et Sétif

10 marques

7 domaines d'activités

2 filiales

Chiffre d'affaires : 130 millions d'euros

Directeur général : Amor HABES (45 ans)

Site web : www.faderco.dz

TECHNOLOGIE AVANCÉE ET CAPITAL HUMAIN

Le groupe Faderco est né d'une vision : celle de la nécessité d'une industrie de produits d'hygiène corporelle en Algérie. Faderco devient leader de son secteur et entretient des relations très stratégiques avec l'Afrique sur le plan commercial.

Nos activités prioritaires sont la production de pâte à papier, du papier d'essuyage ainsi que les changes pour bébés et adultes. Concernant notre déploiement à l'international, nous favorisons le marché africain, même si nous avons aussi des visées sur d'autres marchés dans le bassin méditerranéen.

Nous souhaitons travailler avec certains marchés clés du continent afin de leur offrir nos produits. La taille et le dynamisme de notre entreprise nous permettent une plus grande flexibilité face aux spécificités de ces marchés. Nous espérons atteindre cet objectif dans les cinq prochaines années en commençant par tisser des relations de partenariats et établir des plateformes logistiques en Afrique de l'Ouest ou subsaharienne, avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire, nous ouvrant des routes vers d'autres pays tels que le Togo et le Niger.

Les leviers de notre développement sont l'utilisation d'outils de production à la pointe de la technologie, la diversification des métiers et des produits qui permettent aux consommateurs d'évoluer dans leurs demandes, la R&D et l'accès à des investissements majeurs.

L'élément humain se trouve au cœur de notre stratégie de développement et nous pensons que la promotion de cette ressource est un élément fondamental.

FADERCO consacre d'ailleurs 5% de sa masse salariale annuelle à la formation. La gestion de plus de 1600 employés nous a conduit à mettre en place une équipe d'une quinzaine de personnes qui travaillent quotidiennement à la mise en place de notre politique de formation, développée depuis plus de deux ans. Une cellule est également en charge de la gestion de carrière au sein de l'entreprise, tandis qu'une autre travaille à la mutualisation des besoins RH.

IMC – Industries médico-chirurgicales

Données et chiffres

Leader du consommable médical en Algérie

Création : 1989

1 500 employés

Siège : Zone industrielle Rouiba, Alger

Site web : www.imc-dz.com

PARTAGER NOTRE EXPÉRIENCE AVEC L'AFRIQUE

La société des Industries Médico-chirurgicales, par abréviation IMC, participe depuis près de 25 ans au développement de l'industrie pharmaceutique algérienne. Elle emploie actuellement 1 500 personnes dont près de 400 ingénieurs, pharmaciens, biologistes et techniciens.

Au début des années 2000, l'entreprise a investi lourdement dans la fabrication des solutés massifs (sérums salés et glucosés, Ringer lactate, sérum de réhydratation, électrolytes, etc), IMC couvre actuellement près de 70 % de la demande hospitalière en solutés massifs devenant ainsi le principal fournisseur de sérums salés et glucosés du pays.

L'entreprise est constituée de 2 unités de fabrication, la première dédiée aux dispositifs médicaux, la seconde spécialisée dans la fabrication de médicaments injectables et solutés massifs. Un laboratoire de contrôle de la qualité s'assure du respect des normes. L'effort consenti par IMC en matière de respect des normes internationales a été couronné par l'obtention de trois certificats majeurs : ISO 9001-2008, ISO 13485 et marquage CE.

L'ambition de la société est de partager l'expérience acquise avec des partenaires africains. Les exportations de l'entreprise vers les pays africains ont commencé depuis près de 10 années de manière soutenue et régulière, en particulier en Afrique subsaharienne et de l'Ouest.

Consciente des surcoûts dus aux facteurs logistiques et pour pouvoir mettre a disposition de manière locale des produits hospitaliers stratégiques, l'entreprise cherche à identifier des partenaires (industriels/financiers) pour réfléchir ensemble à des projets de fabrication locale en fonction des besoins du pays considéré.

IMC peut transférer tout ou partie des technologies qu'elle maitrise en matière de fabrication, de contrôle de la qualité et des normes environnementales relatives aux effluents industriels.

Ce type d'industrie requiert non seulement la disponibilité sur place des infrastructures de base (routes, énergie, eau, etc.) mais de la ressource humaine qualifiée que nous nous proposons de contribuer à former.

SOPI – Société des pâtes industrielles

Données et chiffres

Secteur agro-alientaires (pâtes, couscous, farines)

Création : 1999

Siège : Route de Boufarik - Lot 13 Guerrouaou, Blida

Téléphone : +213 (0) 25 28 08 20

UNE STRATÉGIE VERS L'AFRIQUE

SOPI a commercialisé ses premières pâtes sous la marque Pasta Mama. Dès 2002, l'entreprise fondée par Réda Sallem Hachelef lança sur le marché l'un des premiers couscous industriel algérien, connu sous l'appellation Couscous Mama. Aujourd'hui, Mama est une marque riche de plus de 25 produits issus de la transformation des blés (pâtes, couscous, farines et semoules).

Depuis 2009, SOPI a mis en place une stratégie commerciale pour accéder aux marchés africains. Des opérations d'export ont suivi et ont concerné plusieurs pays dont la Gambie, le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Sénégal. La marque Mama a été déposée et enregistrée dans 17 pays africains. Pendant l'été 2016, plus de 1200 tonnes de pâtes et de couscous ont été exportées vers la Libye. SOPI a vu ses efforts récompensés par le prix d'encouragement lors de l'édition du trophée Export 2013 organisé par la World Trade Centers Association.

L'objectif principal de SOPI est de diversifier ses gammes de produits en privilégiant l'axe de l'innovation, et conduire une politique de prospection et de développement des marchés potentiels à l'export.

Fort de son savoir-faire, SOPI ambitionne de se positionner durablement sur le marché des industries agro-alimentaires en Algérie, en investissant sur le capital humain, en se dotant des outils et moyens adéquats afin d'assurer une qualité optimale pour l'ensemble de ses différentes gammes et donc de contribuer ainsi au développement d'une alimentation saine et accessible à l'ensemble des consommateurs.

Groupe Hasnaoui

Automobile, sous traitance automobile, électronique, electroménager, multimedia

Création : 1964

Nombre d'employés : 600

Création Nissan Algerie : 1993

Nombre de filiales : 6

Capital social Nissan Algérie : 1 000 000 000 DZD

Chiffre d'affaires : 15,3 milliards

Nombre de succursales : 4

PDG : Abdallah HASNAOUI

Contact : communication@groupehasnaoui.com

Site web : www.nissan.dz

SOVAC Algérie SPA

Secteur automobile (importation et distribution)

Données et chiffres

2003 : contrat exclusif avec le Groupe Volkswagen pour la distribution des marques Volkswagen véhicules particuliers et utilitaires. SOVAC intègre dans le contrat les marques Audi et Seat (2006), Škoda (2008) et Porsche en 2011.

35 distributeurs

Contact : www.facebook.com/Sovac.Algerie/

SOVAC Algérie SPA représente officiellement six marques du groupe Volkswagen pour la commercialisation des véhicules, des pièces de rechange d'origine et le service après-vente via son propre réseau de concessionnaires implanté sur le territoire national. SOVAC vient de lancer avec Volkswagen un projet de production en Algérie. L'usine rentrera en production en juin 2017 et produira 12 000 véhicule par an, pour atteindre un volume de 100 000 véhicules d'ici 2022.

L'Algérie est ainsi le 2eme pays après l'Afrique du Sud à porter un projet de production des véhicules de marques Volkswagen. SOVAC étudie également la possibilité de lancer de nouveaux projets dans le domaine de la sous-traitance automobile.

IVAL

Entreprise Publique Économique

Données et chiffres

Création : 1999

Chiffre d'affaires : 100 millions de dollars

187 employés

3 filiales

PDG : Mohamed BAIRI (46 ans)

Site web : www.ival.dz

Contact : samir.ardjoun@ival.dz

Concessionnaire des marques IVECO, New Holland Construction et Fiat Professional, IVAL se prévaut d'une activité continue d'une concession depuis 1999. Forte de ses 16 ans d'existence, elle a accumulé une large connaissance du milieu des affaires en Algérie. Le groupe propose une gamme de véhicules allant de 3,5 tonnes jusqu'à plus de 45 tonnes ainsi qu'une vaste gamme de véhicules spéciaux, en version porteur et tracteur, dans toutes les combinaisons possibles.

IVAL assure l'importation et la distribution des véhicules industriels et utilitaires, des pièces de rechanges ainsi que la maintenance. Pour 2017, IVEL prépare le montage et l'assemblage dans la wilaya de Bouira des camions IVECO.

GROUPE SNVI – Société nationale des véhicules industriels

Entreprise Publique Économique

Données et chiffres

Secteur des véhicules industriels :
Camions de 6,6 à 26 tonnes de poids total en charge, Autocars et autobus de 25 à 100 passagers, équipements de carrosserie, remorques, semi-remorques et porte-engins de 3 à 75 tonnes

Site web : http://snvigroupe.dz

L'Entreprise Nationale des Véhicules Industriels (SNVI), Entreprise Publique Économique (EPE) constituée en société par actions depuis mai 1995, a un capital expérience très mportant dans la fabrication de véhicules industriels.

Son investissement dans une technologie moyenne s'adapte parfaitement aux possibilités et aux conditions d'exploitation en Afrique. SNVI a maintenant pour priorité le développement de partenariats industriels avec des sociétés de renommée mondiale. En Afrique, le groupe compte développer une coopération commerciale à court et moyen terme et d'un partenariat industriel à long terme.

GENERAL EMBALLAGE
INDUSTRIE DU CARTON ONDULE

General Emballage

Création : 2002

Nombre d'employés : 1 100

Chiffre d'affaires : 11 milliards DZD

Capital social : 2 000 000 000 DZD

PDG : Ramdane BATOUCHE (50 ans)

Contact : R.BATOUCHE@generalemballage.com

Site web : www.generalemballage.com

LABORATOIRES
venus®
La Beautē au Quotidien

Laboratoires Venus

Fabrication de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle & emballages plastiques

Création : 1981

Nombre d'employés : 414

Capital Social : 1,1 milliard DA

Chiffre d'affaires : 3 milliards DA

PDG : Kamel MOULA (40 ans)

Contact : contact@labovenus.dz

Site web : www.labovenus.dz

Tell Markets SPA

Intermédiaire en opérations de bourse

Création : 2015

Nombre d'employés : 17

Capital social : 81 921 000.00 DA

Nombre de succursales : 6

PDG : Yassine BOUHARA

Contact : mohammed.khelfaoui@tell.group

Site web : www.tell.group

LafargeHolcim Algérie

Materiaux de construction

Création : 2003

Nombre d'employés : 2 680

Nombre de filiales : 7

PDG : Jean-Jacques GAUTHIER

Contact : serge.dubois@lafargeholcim.com

Site web : lafargeholcim.dz

Algeria Chemical Specialities (ACS Spa)

Création : 2015

Nombre d'employés : 11 000

Capital social : 40 265 000 000 DA

Nombre de filiales : 10

Chiffre d'affaires : plus de 25 milliards de DA

PDG : Adel DERDER (52 ans)

Contact : a.derder@acsgroup-dz.com

Site web : www.acsgroup-dz.com

Asmidal (IDM)

Creation : 1984

Nombre d'employés : 790

Capital social : 6 964 000 000 DA

Nombre de filiales : 2

Chiffre d'affaires : 6.770 Mda

PDG : Miloud LOUHICHI (61 ans)

Contact : info@asmidal-dz.com

Site web : www.asmidal-dz.com

Algerian Group of Mechanics (AGM Spa)

Création : 2015

Nombre d'employés : 8 500

Capital social : 36 000 000 000 DA

Nombre de filiales : 30

Chiffre d'affaires : 60 000 000 000 DA

Nombre de succursales : 16

PDG : Bachir DEHIMI (60 ans)

Contact : algmspa@gmail.com

Site web : www.agm-spa.dz

Groupe industriel SIM Spa

Industries agro-alimentaires, agriculture, sante, services & éducation

Création : 1990

Nombre d'employés : 3 500

Nombre de filiales : 6

Capital Social :
3 940 000 000 dinars

Chiffre d'affaires :
18 milliards de dinars

PDG : Abdelkader TAÏEB EZZRAÏMI

Contact :
fa.ezzraimi@groupesim.com

Site web : www.groupesim.com

Groupe agrodiv Spa

Création : 1964

Nombre d'employés : 6 000

Capital social : 10 261 000 000 DA

Nombre de filiales : 8

PDG : Djamila IKHENACHE (55 ans)

Contact :
presidenteagrodiv@gmail.com

Téléphone : 021 82 60 39

I.M.G.S.A Groupe industrie pharmaceutique

Industries agro-alimentaires, agriculture, santé, services & éducation

Création : 2014

Nombre d'employés : 245 postes

Capital social : 258 500 000 DA

Nombre de filiales : 2

Chiffre d'affaires : 548 176 000 200 DA

Nombre de succursales : 2

PDG : Toufik HAOUAM (49 ans)

Contact : nadiaaouaitia@gmail.com

Site web : www.imgsa-dz.com

Groupe industriel des textiles et cuirs

Création : 2015

Nombre d'employés : 8 600

Capital social : 10 179 000 000 DA

Nombre de filiales : 25

Chiffre d'affaires : 14,3 milliards DA

PDG : Yazid HAMADAT

Contact : info@getex-spa.com

Site web : getex.dz

NOTES

NOTES

Crédit photos : Shutterstock

FCE | منتدى رؤساء المؤسسات

ENTREPRENEURS DE PROGRES

Lotissement Sylvain Fourastier – Lot n°8
El Mouradia - Alger, Algérie
Tél. : 023 37 12 50 - 023 37 10 94 - 023 37 12 52
Fax : 023 37 10 92
info@fce.dz | www.fce.dz